adf
AFRICA FORUM

GAGNER LES CŒURS ET LES ESPRITS

De la santé à l'horticulture, les soldats redéfinissent leur rôle

LES SOLDATS ÉCOLOGIQUES DU KENYA ENCOURAGENT LE CHOIX VERT DU PAYS

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES

40

articles

8 **Les guerriers écologiques du Kenya**
En réponse à la crise de déforestation, les soldats ont planté des millions d'arbres.

14 **Des cœurs chaleureux dans une terre froide**
Les gardiennes de la paix du Malawi gagnent la confiance des habitants en s'occupant de leurs besoins fondamentaux.

20 **« Elles devraient gravir les échelons »**
Conversation avec Bintou Keita, sous-secrétaire générale des Nations unies pour l'Afrique.

28 **La lutte face à face contre l'Ebola**
Alors que cette maladie tenace se propage dans la RDC, le succès des secouristes dépend de la création des liens de confiance.

34 **Une formation pour la paix**
Les institutions recherchent de nouvelles méthodes pour mieux former les gardiens de la paix.

40 **Le Conte de deux missions**
Les opérations de maintien de la paix de l'ONU en Côte d'Ivoire et au Liberia offrent des leçons pour faire face aux défis.

46 **Un environnement dangereux**
Les phénomènes météorologiques répétés peuvent aggraver les problèmes de sécurité.

50 **Les soldats prennent en charge l'action civique**
Que ce soit le labourage des champs ou la réparation des usines de traitement des eaux usées, les soldats redéfinissent leur rôle.

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

26 Battement de cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

***Africa Defense Forum* est disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com

EN COUVERTURE : Un soldat kényan avec la mission de l'Union africaine en Somalie tient un enfant dans ses bras dans un hôpital de la région de Jubbada Hoose lors d'un événement de sensibilisation médicale.

AMISOM

POINT DE VUE

L'histoire montre que les guerres ne sont pas toujours gagnées seulement avec des bombes et des balles. Pour vaincre un ennemi et préserver la paix, les soldats doivent gagner les cœurs et les esprits des civils.

Cela est particulièrement important dans les opérations de maintien de la paix où les forces étrangères peuvent être considérées avec suspicion et peur.

Pour surmonter ce défi, les militaires doivent investir du temps et de l'énergie dans les projets d'engagement civilo-militaires. Ceux-ci peuvent être très complexes, comme la construction d'un nouveau pont, ou très simples, comme l'organisation d'un match de football. Quelle que soit leur échelle, ces projets aident la population locale à considérer les soldats dans une perspective différente.

Pour que ces efforts réussissent, il est important que les forces armées reflètent la population qu'elles servent. Les forces de défense du continent souhaitent accroître le nombre de femmes portant l'uniforme. Les Nations unies ont adopté l'objectif d'augmenter de 5 à 15 % le pourcentage de personnel féminin en uniforme dans les missions de maintien de la paix.

D'autres efforts mettent l'accent sur les aptitudes de maintien de la paix non traditionnelles. Les gardiens de la paix apprennent la médiation et la gestion des conflits de façon à désamorcer les tensions dans les pays déchirés par la guerre. Ils prennent le temps d'apprendre la culture et l'histoire des pays où ils sont affectés.

Les soldats répondent aussi aux appels à l'action face aux désastres naturels et aux pandémies. La Force nationale de défense d'Afrique du Sud (SANDF) a joué un rôle de premier plan dans le sauvetage des personnes lors des inondations d'Afrique australe et la livraison de la nourriture et de l'aide médicale. En six jours seulement après le passage du cyclone tropical Idai au Mozambique en mai 2019, la SANDF a sauvé 417 personnes et en a transporté 30 par avion vers des installations médicales.

En plaçant les gens au cœur de la mission, les soldats peuvent gagner la confiance des alliés et ériger une fondation pour une paix durable. Le respect est gagné lorsque les soldats se conforment aux plus hautes normes d'éthique professionnelle et de responsabilité. Les forces de défense qui comprennent ce devoir sont positionnées au mieux pour le succès.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un gardien de la paix sénégalais avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali offre des soins médicaux à un enfant de Koro, dans le cadre d'un programme d'engagement civilo-militaire. MINUSMA

adf
AFRICA DEFENSE FORUM

Les cœurs et les esprits

Volume 12, 3ème trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

« Une source de fierté depuis longtemps »

Cyril Ramaphosa, président sud-africain et commandant-en-chef de la Force nationale de défense d'Afrique du Sud (SANDF), *a prononcé une allocution au Cap à l'occasion de la journée des Forces armées nationales le 21 février 2019. Ses commentaires ont été modifiés pour les adapter à ce format.*

On dit que c'est seulement lors du service rendu à son prochain que la force de caractère peut être évaluée. Et les Forces armées de l'Afrique du Sud démocratique ont raison d'être fières d'avoir formé des soldats résolus, déterminés et hautement patriotiques.

À l'occasion de la journée des Forces armées nationales, nous voulons montrer à notre peuple les capacités et l'état de préparation de nos Forces armées. Nous souhaitons aussi améliorer la compréhension du public pour la fonction et la raison d'être de l'armée dans notre société.

Nous nous rappelons tous l'image emblématique d'une jeune mère empoignant son bébé nouveau-né, Rosita, alors qu'elle était amenée en lieu sûr par un hélicoptère de la SANDF pendant les inondations mozambicaines de 2000. Nous nous rappelons aussi avec fierté le déploiement du service de la santé des Forces armées d'Afrique du Sud vers les hôpitaux du Gauteng en 2017 après une grève qui avait presque paralysé les services dans la province.

Un an plus tard, le personnel militaire de santé avait été envoyé à l'hôpital de Mahikeng dans le Nord-Ouest, où leur intervention avait empêché l'effondrement des services de santé dans cette installation.

La SANDF a aussi participé à des missions internationales de maintien de la paix sur le continent, notamment en République démocratique du Congo dans le cadre de la mission des Nations unies.

Qu'elle effectue des patrouilles anti-piratage dans le canal du Mozambique, des opérations de lutte contre les incendies du veld au Cap, des patrouilles de frontière dans le cadre de l'opération Corona, ou l'entretien de l'infrastructure critique, notre force de défense nationale est une source de fierté depuis longtemps.

C'est une fierté que nous souhaitons transmettre à la génération suivante. Pour que la SANDF exécute efficacement sa mission, nous devons recruter dans ses rangs des personnes de haut calibre.

Les Forces armées sont un foyer pour les jeunes de ce pays. Elles leur offrent un moyen de servir, un moyen aussi de pouvoir s'avancer et de dire : *thuma mina*, c'est-à-dire « Envoyez-moi ».

Au fil des ans, le rôle des Forces armées a dû évoluer en réponse au changement continuel des conditions militaires, politiques, sociales et économiques du monde. Notre Marine, qui accueille l'événement d'aujourd'hui, a un rôle particulièrement crucial à jouer.

Nous avons un littoral de 3.000 kilomètres, le troisième d'Afrique, et nous sommes situés stratégiquement sur l'une des voies de navigation les plus vitales du monde. Plus de 96 % de nos exportations et nos importations sont transportées par mer.

Des membres de la Force nationale de défense d'Afrique du Sud défilent pour célébrer la journée des Forces armées nationales au Cap en 2019.

GOUVERNEMENT D'AFRIQUE DU SUD

Nous comptons sur notre Marine pour protéger nos routes commerciales, pour coopérer avec les pays voisins et les organismes internationaux dans le but de soutenir la sécurité maritime régionale, et pour faire avancer nos objectifs de développement nationaux.

Nos Forces armées sont aussi responsables pour protéger les frontières de notre pays contre l'infiltration des organisations criminelles transnationales, la contrebande, la traite des êtres humains, l'immigration des sans-papiers et d'autres activités illicites.

Il est par conséquent impératif que toutes nos Forces armées soient soutenues pour leur permettre de répondre effectivement aux réalités et aux menaces actuelles, ainsi qu'à celles qui émergent.

Soldats, votre mission est claire : Assurer l'avenir de la SANDF. Défendre notre ordre constitutionnel et l'état de droit. Défendre et protéger notre souveraineté et notre intégrité territoriale.

Et surtout, contribuer au bien-être, à la prospérité et au développement du peuple d'Afrique du Sud.

LES ANCIENNES TOMBES PYRAMIDALES D'ALGÉRIE *continuent à être enveloppées de mystère*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les tombes pyramidales d'Algérie, appelées djeddars, sont d'uniques vestiges d'une époque ancienne. Ces 13 monuments, dont les bases carrées en pierre sont surmontées d'une butte angulaire, sont situés sur deux collines près de Tiaret, à 250 kilomètres au Sud-Ouest d'Alger, la capitale.

On pense que des rois berbères ont été enterrés dans ces tombes, qui ont été construites entre le quatrième et le septième siècle. Certaines atteignent 18 mètres de haut.

Les autorités algériennes et les archéologues insistent pour que les djeddars soient classés parmi les sites du patrimoine mondial de l'Unesco. Environ 20 étudiants archéologues et leurs professeurs travaillent au site des monuments.

Lorsque les djeddars ont été construits, des rois berbères gouvernaient la région divisée en petits fiefs dont l'histoire est mal connue et pour lesquels il reste peu de traces. C'était une période de forte instabilité pour l'ancienne province romaine de Numidie. Alors que l'Empire romain d'Occident s'effondrait, les troupes vandales et byzantines envahissaient et les forces arabes dévastaient l'Afrique du Nord.

L'équipe de recherche travaille sur le djeddar A, qui est situé sur le djebel Lakhdar avec les monuments B et C. Les autres djeddars se trouvent sur le djebel Arouri, une colline à 6 kilomètres de distance. Ils sont désignés par les lettres D à M.

Chacun contient au moins une salle, et la butte la plus vaste fait place à un labyrinthe de 20 compartiments, y compris des chambres sépulcrales.

À l'intérieur des tombes, des symboles chrétiens traditionnels, des scènes de chasse et des représentations d'animaux sont sculptés au-dessus des portes. Des traces d'inscriptions, que l'on croit être en latin, marquent les murs, mais avec le temps elles sont devenues illisibles.

Les djeddars ont été construits plusieurs siècles après les autres monuments funéraires préislamiques imposants que l'on trouve dans ce qui est aujourd'hui le Nord de l'Algérie. Ils sont donc les derniers de ce type à être érigés avant l'arrivée de l'Islam. « Le trait le plus distinctif des djeddars est de loin la date de leur construction », déclare l'archéologue algérien Rachid Mahouz.

Des experts et des étudiants travaillent sur l'un des djeddars (tombes pyramidales), près de la ville algérienne de Tiaret. AFP/GETTY IMAGES

Le Malawi introduit un

UN VACCIN RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LE PALUDISME

AFP/GETTY IMAGES

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Malawi a lancé le premier vaccin mondial contre le paludisme, dans le cadre d'un programme visant à prévenir cette maladie qui fait des centaines de milliers de victimes dans toute l'Afrique et dans le monde chaque année.

Mosquirix a été lancé dans la capitale de Lilongwe en avril 2019. Il a été fourni aussi au Ghana et au Kenya quelques semaines plus tard. Le programme vise à vacciner 360.000 enfants âgés de 2 ans et moins dans ces trois pays pour évaluer son efficacité et le fonctionnement de son processus de livraison.

Pour qu'il fonctionne, quatre doses successives doivent être administrées selon un échéancier rigoureux et les enfants doivent continuer à suivre d'autres mesures préventives telles que l'utilisation d'une moustiquaire pour dormir.

Le vaccin pourrait empêcher 1 million de cas annuels de paludisme parmi les 6 millions du Malawi, ce qui aiderait à éviter 4.000 décès.

« Ce vaccin est un atout énorme pour le Malawi », déclare Michael Kayange, directeur adjoint au ministère de la Santé du Malawi.

Mosquirix a subi avec succès une série de tests scientifiques, notamment des essais cliniques de cinq ans avec 15.000 participants dans 7 pays, et il a été approuvé pour le programme pilote en 2015. Ces essais ont réduit de 40 % l'incidence du paludisme.

Le vaccin ne protège pas complètement contre la maladie mais son développement est le plus avancé et, jusqu'à présent, le plus efficace. Les scientifiques déclarent que, s'il était déployé à grande échelle, il pourrait sauver des centaines de milliers de vies.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) pense que le nouveau vaccin est un élément crucial qui s'ajoute aux moustiquaires, aux insecticides et aux médicaments pour lutter contre la maladie.

« Nous avons enregistré des gains énormes grâce aux moustiquaires de lit et à d'autres mesures de contrôle du paludisme au cours des 15 dernières années, mais les progrès se sont arrêtés et certaines régions ont même fait marche arrière », déclare Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. « Nous avons besoin de nouvelles solutions pour remettre sur la bonne voie la réponse au paludisme, et ce vaccin nous donne un outil prometteur pour y parvenir. »

Le Malawi, le Ghana et le Kenya ont été sélectionnés pour ces essais parce que l'incidence du paludisme y est élevée et qu'ils utilisent depuis longtemps des moustiquaires de lit et d'autres mesures préventives.

AFP/GETTY IMAGES

DES EFFORTS POURRAIENT OFFRIR L'ESPOIR AUX VICTIMES DES

MORSURES DE SERPENT

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un herpétologue de Bio-Ken Snake Farm récolte le venin d'une vipère heurtante, première étape dans la production de l'antivenin.

En 2015, une vipère heurtante mordit Chepchirchir Kiplagat, petite fille âgée de 4 ans. Elle en perdit l'usage du côté gauche de son corps. Scholar, âgée de 2 ans, dormait à côté d'elle et fut mordue elle aussi. Elle en est morte.

« Nous avons vu deux tâches de sang sur le poignet [de Chepchirchir] », déclare son père, Jackson Chepkui, dans le village d'Embosos au Kenya. « C'est comme ça que nous avons pu conclure qu'elles avaient été mordues par un serpent. »

M. Chepkui a fait un trajet de 160 kilomètres pour se rendre à l'hôpital d'Eldoret. Au cours du voyage, il s'est arrêté deux fois à des cliniques sur le chemin et il est arrivé à destination au bout de 9 heures. Chepchirchir est restée à l'hôpital pendant deux mois.

Les serpents mordent chaque année 5,4 millions de personnes dans le monde, et causent entre 81.000 et 138.000 décès, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce qui est arrivé à ces enfants aurait pu être évité, déclare Royjan Taylor, directeur de Bio-Ken Snake Farm à Watamu (Kenya). Les moustiquaires peuvent éloigner les reptiles, et l'accès à des professionnels de la santé et à des antivenins peut sauver la vie.

Un rapport sur la disponibilité des antivenins par l'Initiative mondiale sur les morsures de serpent estimait en 2013 qu'elle pourrait être aussi basse que 2,5 % du total nécessaire. La plupart des pays africains n'ont pas du tout d'antivenin efficace à un coût abordable.

Les serpents venimeux constituent un risque pour la santé publique qui, selon les experts, a été négligé pendant trop longtemps. Mais les choses pourraient changer.

En février 2019, un groupe de travail des Nations unies dévoile une stratégie pour réduire de moitié les décès dus aux morsures de serpent en 2030. Le plan prévoit l'affectation à l'Afrique subsaharienne de 500.000 doses de traitement à l'antivenin chaque année à partir de 2024, chiffre qui passera à 3 millions par an dans le monde entier en 2030.

L'OMS œuvrera pour augmenter la production du sérum, améliorer la réglementation et redynamiser le marché en assurant que des produits sûrs et efficaces soient disponibles.

LES GUERRIERS ÉCOLOGIQUES DU KENYA

EN RÉPONSE À LA CRISE DE DÉFORESTATION,LES SOLDATS ONT PLANTÉ DES MILLIONS D'ARBRES

PERSONNEL D'*ADF*

L'écologiste kényan Francis Muhoho déclare que trop d'arbres sont abattus dans son pays, ce qui pourrait provoquer une crise écologique.

« Le Kenya a perdu en moyenne 200.000 hectares de forêt par an entre 2000 et 2014 », déclare-t-il à Kenya News Agency en mars 2019. « Ce chiffre concerne à la fois les forêts de l'état et les forêts privées. »

Le président kényan Uhuru Kenyatta déclare que, depuis le début du siècle, l'Afrique de l'Est a perdu un total de 6 millions d'hectares de forêt. Certaines de ces forêts abritaient des plantes et des animaux qui n'existent nulle part ailleurs.

« Nos forêts sont les poumons qui maintiennent en vie cette planète », déclare le président Kenyatta en 2019 lors d'une conférence écologique. « La déforestation et la dégradation de notre environnement sapent en fin de compte nos efforts de préservation de la biodiversité, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ce dernier. »

Le service des forêts du Kenya assume ses responsabilités pour porter assistance, notamment en distribuant des semis d'arbre aux agriculteurs. Et depuis plusieurs années, le service des forêts possède un allié improbable : les Forces de défense du Kenya (KDF).

Les KDF ont reconnu que la nature de la mission des forces armées faisait partie du problème écologique. « Les opérations militaires, notamment les essais et les tirs d'armes, l'excavation des tranchées de tir pour se protéger des tirs directs de l'ennemi ou l'utilisation de la végétation comme camouflage pour fournir une couverture et empêcher l'observation directe par l'ennemi, affectent l'environnement, où qu'elles soient effectuées », déclarent les KDF. « Bien qu'il existe des zones désignées pour l'entraînement militaire terrestre, maritime et aérien, la croissance de la population et l'urbanisation s'avèrent être un défi pour les forces armées. »

Les KDF ont évalué franchement le rôle négatif qu'elles ont joué dans l'environnement. Elles déclarent que les agriculteurs et les bergers s'étaient plaints des décès causés par les munitions non explosées qui avaient été abandonnées après l'entraînement et les exercices des KDF, ainsi que des animaux morts après être tombés dans les trous d'obus abandonnés qui n'avaient jamais été remplis. Les KDF déclarent qu'elles ont essayé de remédier aux dommages provoqués par cet entraînement.

« Les soldats ont assumé le devoir et la responsabilité de prendre soin de l'environnement et de le préserver où qu'ils aillent », déclarent les KDF.

En 2003, elles ont pris la mesure proactive de créer le programme des soldats écologiques, dont le seul but consiste à planter des arbres.

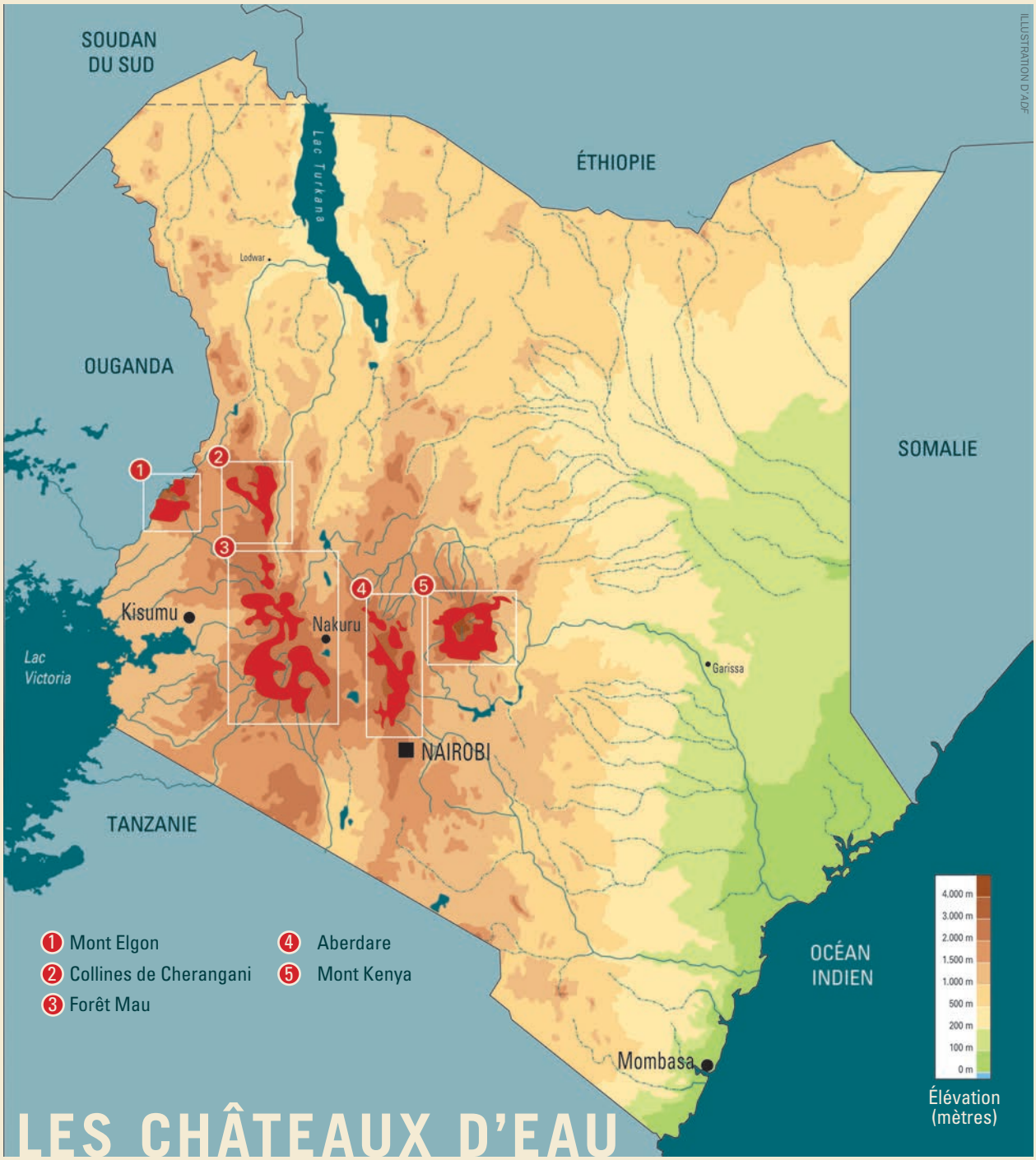
Dans un e-mail adressé à *ADF*, les KDF déclarent que « le changement des tendances climatiques dans le monde a un impact, depuis la réduction des ressources naturelles jusqu'aux impacts sur la santé et la sécurité des populations et aux menaces d'extermination de nations entières, notamment les petits états insulaires menacés par la hausse du niveau de la mer. »

Les responsables des KDF déclarent : « Les idées et la pratique traditionnelles de la plupart des stratégies de réponse ont été dans une grande mesure réactives et leur impact a été temporaire ». Les KDF ont constaté que la situation environnementale compromettait l'exécution de leur mission et ont décidé que le « temps était venu d'agir afin de protéger effectivement et de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays ». C'est ainsi que le programme des soldats écologiques a été créé. Ses objectifs sont les suivants :

- Réduire l'empreinte de semelle carbone d'ensemble des KDF.
- Lancer un programme de restauration écologique.
- Encourager l'efficacité et la durabilité de l'utilisation des ressources naturelles.
- Promouvoir les comportements qui améliorent l'environnement.

Les responsables kényans déclarent que l'une des raisons principales pour se concentrer sur la plantation des arbres est la facilité relative de cette tâche, qui pourrait fournir des résultats positifs précoces aussi bien que des avantages à long terme. Pour que cela fonctionne, les soldats ont dû former des partenariats avec d'autres institutions gouvernementales, avec les communautés, avec les organisations non gouvernementales (ONG)

La secrétaire kényane à la Défense Raychelle Omamo, portant une écharpe rouge, observe un exercice de plantation d'arbre.
FORCES DE DÉFENSE DU KENYA



LES CHÂTEAUX D'EAU DU KENYA

Les cinq forêts principales du Kenya sont appelées les « châteaux d'eau » du pays. Ces écosystèmes de forêt montagneuse incluent le mont Kenya, l'Aberdare, la forêt Mau, les collines de Cherangani et le mont Elgon. Ils forment les zones de confinement et de drainage naturel pour quatre des cinq fleuves principaux du Kenya.

Les châteaux d'eau s'étendent sur moins de 2 % de la superficie totale du pays mais ils hébergent 40 % des espèces de mammifère du Kenya, y compris 70 % des espèces menacées. Les forêts abritent 30 % des espèces d'oiseau du Kenya, y compris la moitié de celles qui sont menacées.

Ils représentent la source d'eau la plus importante du Kenya, destinée à la consommation humaine directe et à l'emploi industriel. Des millions d'agriculteurs vivent sur les pentes forestières et dépendent du sol riche et des conditions microclimatiques pour leurs récoltes.

Les fleuves provenant des châteaux d'eau représentent une planche de salut pour les zones principales de conservation dans les basses-terres. Ces zones de conservation hébergent une diversité de plantes et d'animaux.

Les châteaux d'eau fournissent de l'eau pour les centrales hydroélectriques et produisent 57 % de la capacité électrique installée totale du Kenya.

La réduction de la couverture forestière dans les châteaux d'eau a été attribuée à l'abattage illégal des arbres indigènes pour produire du bois de charpente et du charbon, aux incendies de forêt et à l'empiètement des zones d'agriculture et de peuplement.

La restauration et la réhabilitation des cinq châteaux d'eau sont l'un des projets phares de Vision 2030, le plan de croissance à long terme du Kenya.

Sources : « A review of Kenya's national policies relevant to climate change adaptation and mitigation: Insights from Mount Elgon » (Un examen des politiques nationales du Kenya liées au changement climatique ; adaptation et atténuation : perspectives du mont Elgon) publié par le Centre pour la recherche forestière internationale ; Rhino Ark

« NOS FORÊTS SONT LES POUMONS QUI MAINTIENNENT EN VIE CETTE PLANÈTE »

~ PRÉSIDENT UHURU KENYATTA DU KENYA

Des soldats kényans plantent des arbres pour restaurer la couverture forestière.
FORCES DE DÉFENSE DU KENYA

Des cadets des Forces de défense du Kenya aident à nettoyer une communauté.

Des soldats préparent les arbres pour les planter.
FORCES DE DÉFENSE DU KENYA

et avec les entreprises. Parmi les premiers partenaires, on compte le ministère kényan de l'Environnement et de la Foresterie, le Programme des Nations unies pour l'environnement et la lauréate du prix Nobel de la paix Wangari Maathai, fondatrice du Mouvement de la ceinture verte. Le Mouvement de la ceinture verte est une ONG basée à Nairobi qui se concentre sur la protection de l'environnement, le développement communautaire et le renforcement des compétences. En 2007, le mouvement s'est associé aux KDF pour planter 44.000 arbres dans la forêt Kamae afin de restaurer le bassin hydrographique principal de la région et d'empêcher l'érosion.

UN OBJECTIF PLUS GRAND

Avec le soutien du ministère de la Défense, les KDF ont établi des pépinières au sein de certaines unités militaires pour assurer qu'il y ait suffisamment de jeunes arbres à planter pendant les deux saisons des pluies du Kenya.

Les soldats se sont initialement concentrés sur la plantation des arbres dans les cinq forêts montagneuses principales du pays, appelées aussi « châteaux d'eau » car elles recueillent l'eau provenant de tous les fleuves principaux du Kenya, à l'exception d'un seul. Depuis lors, la plantation a été élargie pour couvrir plus de 50 zones forestières et terres publiques dans tout le pays.

La plantation des KDF suit une méthode mise à l'essai dans le monde entier et développée par le botaniste japonais Akira Miyawaki. Selon cette méthode, on recherche les arbres qui existaient initialement dans une forêt dégradée, puis on plante ces arbres de façon rapprochée, ce qui force les semis à « se faire concurrence » et leur permet de simuler les environnements naturels. Les arbres sont souvent autonomes au bout de trois ans seulement.

Le programme des soldats écologiques a permis de planter plus de 25 millions d'arbres. En 2018, les KDF ont conclu un accord avec le ministère de l'Environnement et de la Foresterie pour adopter cinq forêts très dénudées comme « essais pilotes » pour la restauration. La première phase de l'accord, selon Capital FM du Kenya, concerne la plantation et l'entretien de 2 millions d'arbres indigènes dans la forêt Kibiku et 1 million d'arbres dans la forêt Ololua.

En plus de la restauration de la santé des forêts, ce programme a d'autres avantages. Par exemple, lorsque les KDF ont planté plus de 5 millions d'arbres dans les zones arides et semi-arides de Lodwar, Lokichogio, Turkana, Pokot et la province Nord-orientale, l'escadron de forage de puits du Corps du génie des forces armées y a construit des puits qui ont été utilisés pour maintenir les arbres. Ces puits ont aussi fourni de l'eau aux résidents.

Les officiels kényans déclarent qu'ils en sont arrivés à considérer que le programme des soldats écologiques avait un objectif plus grand : celui de maintenir la paix dans leur pays. La protection de l'environnement est la première ligne de défense pour résoudre les conflits axés sur les ressources, tels que ceux entre les bergers et les agriculteurs.

Lors d'une cérémonie de plantation d'arbre en 2018, Margaret Kenyatta, Première dame du Kenya, déclare que le choix vert est une mission urgente. « La politique attentiste n'est plus appropriée, déclare-t-elle. Nos actions exigent une réponse urgente, audacieuse et décisive de la part de toutes les parties prenantes, privées aussi bien que publiques, pour encourager un changement de comportement visant à faire face aux menaces créées par les actions humaines. » ❑

Des cœurs

CHALEUREUX

dans une terre

FROIDE

ILLUSTRATION D'*ADF*

Les gardiennes de la paix du Malawi gagnent la confiance des habitants en s'occupant de leurs besoins fondamentaux

CAPITAINE WILNED KALIZGAMANGWERE CHAWINGA, FORCES DE DÉFENSE DU MALAWI

Les efforts internationaux de maintien de la paix dans la République démocratique du Congo (RDC) entament leur troisième décennie après de nombreuses années de conflit régional et deux guerres multinationales. Ces troubles ont instauré une instabilité exacerbée par un amalgame de groupes violents, en particulier dans la région orientale de la RDC et dans les pays voisins.

Le pays est aujourd'hui l'hôte de la mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), force de maintien de la paix de 21.000 personnes qui s'efforce d'assurer la paix dans la région en utilisant « tous les moyens nécessaires » pour protéger les civils, les intervenants humanitaires et les autres personnes qui vivent sous la menace de la violence.

À cet effort participent les hommes et les femmes des Forces de défense du Malawi, qui forment le bataillon du Malawi appelé couramment MALBATT. Ce bataillon de 850 personnes offre une approche d'engagement chaleureux, ancrée dans la tradition *ubuntu* d'Afrique australe, qui met l'accent sur les relations humaines, en particulier sur le fait que tous les gens s'appartiennent mutuellement selon une perspective humanitaire partagée. Les soldats du Malawi ne sont pas en RDC uniquement pour protéger les civils, mais aussi pour répondre à leurs besoins.

La guerre a ravagé les sociétés de la RDC et a forcé un grand nombre de personnes à devenir déplacées ou à s'enfuir vers d'autres pays. Ces troubles ont été accompagnés d'anarchie, laquelle cause les souffrances et les douleurs des civils, en particulier des femmes et des enfants. La guerre soutenue a laissé son empreinte sur le peuple. La pauvreté, la famine et la carence des soins médicaux sont le visage du conflit en RDC.

DES ÉQUIPES FÉMININES D'INTERVENTION

La violence sexuelle et sexiste constitue aussi un problème de longue date en RDC. La violence contre les femmes et les jeunes filles inspire la peur et peut être utilisée pour forcer la coopération avec les groupes armés. Parfois, les femmes ou les jeunes filles sont violées, tuées, prises comme épouses ou recrutées comme soldats. Parfois, les forces de sécurité du gouvernement ou les leaders locaux en profitent et participent aux abus. En 2018 seulement, les Nations unies ont documenté 1.049 cas de violence sexuelle associés au conflit en RDC, bien que la majorité des incidents n'aient pas été signalés.

Le MALBATT 5 a été déployé en RDC orientale dans le cadre de la brigade de la force d'intervention de la MONUSCO en mai 2017 après un entraînement conduit par des formateurs militaires du Royaume-Uni. L'affectation du bataillon a pris fin en août 2018. Ce bataillon inclut une cinquantaine de femmes. Parmi celles-ci, deux équipes féminines d'intervention, chacune constituée de 10 personnes, ont été créées.

Chaque équipe possédait une infirmière, un médecin et une assistante sociale. Une équipe était basée à Sake (Sud-Kivu). L'autre était localisée à Beni et Mavivi (région du Nord-Kivu) et se concentrait sur les villes de Mayi-Moya, Oïcha et Eringeti.

Des membres du MALBATT rencontrent des femmes et des enfants sur une route de la RDC. FORCES DE DÉFENSE DU MALAWI

Les équipes féminines d'intervention du MALBATT, sous les ordres du colonel Luke Yetala, ont répondu à l'appel des Nations unies pour le déploiement d'un plus grand nombre de femmes afin de satisfaire aux besoins des femmes et des enfants affectés par le conflit. L'importance de la participation des femmes aux opérations internationales de maintien de la paix est encouragée et soutenue aux plus hauts niveaux de l'ONU.

« Le personnel féminin est un élément clé du succès des missions de maintien de la paix de l'ONU, car il accroît les aptitudes disponibles sur le terrain », déclare

FORCES DE DÉFENSE DU MALAWI

Le sergent Miriam Gapala, leader d'une équipe féminine d'intervention du MALBATT, accueille les gens au marché d'Oïcha (RDC).

ILLUSTRATION D'*ADF*

Bintou Keita, secrétaire générale adjointe pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU, lors d'une interview avec Medium U.N. Peacekeeping. « Leur présence sur le terrain habilite les femmes dans les communautés d'accueil, permet à nos opérations de répondre aux besoins spécifiques des anciennes combattantes pendant le processus de démobilisation et de réintégration dans la vie civile, et contribue à faire des gardiens de la paix une force avec laquelle les femmes et les jeunes de la communauté peuvent communiquer. »

UN ENGAGEMENT FACE À FACE

C'est dans cette perspective que les équipes féminines d'intervention du Malawi travaillent avec les communautés de la RDC orientale pour gagner les cœurs et les esprits des civils. Avant leur déploiement, les membres de ces équipes avaient suivi une formation dans les domaines de la coopération civilo-militaire, des opérations d'influence et de la langue swahilie.

Ensuite, les femmes se sont réunies avec les chefs importants des zones de déploiement pour se familiariser avec les questions locales. C'est grâce à ces chefs que les membres des équipes ont évalué les problèmes éprouvés par les habitantes de façon à créer des programmes d'aide appropriés. Elles ont conduit une analyse des besoins en fournissant des soins médicaux et grâce à d'autres programmes.

Les habitantes des zones de conflit se sentent souvent plus à l'aise à proximité d'autres femmes, et il est plus probable qu'elles leur feront confiance pour parler de leurs préoccupations et de leurs besoins. Depuis que les équipes féminines d'intervention sont actives, des informations plus détaillées ont été obtenues sur la souffrance des femmes et des enfants de la RDC.

« Elles peuvent fournir des détails et expliquer comment elles ont été violées et harcelées sexuellement, et même comment leurs amies ou leurs sœurs ont été victimes de viols collectifs avant d'être tuées », déclare le caporal Chipiliro Banda, membre d'une équipe féminine d'intervention du MALBATT. « Ces femmes font face à de nombreux problèmes. En plus du viol et du harcèlement sexuel, l'environnement est en général dangereux pour la vie des femmes et des enfants. »

Les menaces de violence ne représentent pas la seule préoccupation des habitantes des zones de conflit. La

Suite à la page 19

Les faits et les chiffres de la MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

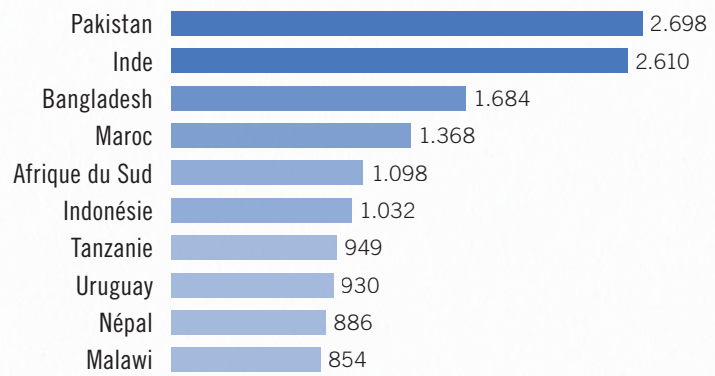
L'objectif de la MONUSCO est de protéger les civils et de renforcer la paix en RDC. La MONUSCO a remplacé la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo le 1er juillet 2010.

La mission est autorisée à utiliser tous les moyens nécessaires pour s'acquitter de son mandat, notamment en vue d'assurer la protection des civils, du personnel humanitaire et du personnel chargé de défendre les droits de l'homme se trouvant sous la menace imminente de violences physiques et pour appuyer le gouvernement dans ses efforts de stabilisation et de consolidation de la paix.

Pays contributeurs

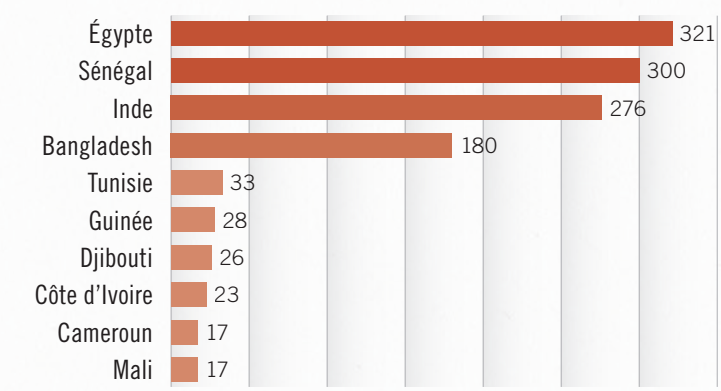
Les 10 premiers pays contributeurs de soldats

(en date de janvier 2019)



Les 10 premiers pays contributeurs de policiers

(en date de janvier 2019)



Lieu : République démocratique du Congo

Quartier général : Kinshasa

Établie en juillet 2010

Effectifs

en date de janvier 2019
(données concernant les civils : mai 2018)

Nombre de personnes déployées

20.501
Total des effectifs

2.970	civils
15.255	soldats de contingent
231	experts en mission
1.362	policiers
269	officiers d'état-major
414	bénévoles de l'ONU

Nombre autorisé de personnes

18.316
Nombre total de personnes en uniforme

16.215	militaires*
660	observateurs militaires
391	policiers
1.050	personnes des unités de police formées

* Le personnel militaire comprend les troupes de contingent, les experts en mission et les officiers d'état-major.

Source : Nations unies

Une vie sacrifiée AU NOM DE LA PAIX

Les Nations unies rendent hommage à un gardien de la paix du Malawi qui est mort en sauvant la vie d'un camarade en RDC

Le soldat Chancy Chitete NATIONS UNIES

PERSONNEL D'*ADF*

Des rebelles armés des Forces démocratiques alliées étaient implantés près de la ville de Beni dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). À partir de là, cette milice meurtrière lançait des attaques, notamment contre les centres de traitement de l'Ebola.

Le 13 novembre 2018, un effort combiné des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et des gardiens de la paix des Nations unies vise à éradiquer les rebelles à Kididiwe, à environ 20 kilomètres de Beni (province du Nord-Kivu), lors de l'opération Usalama.

Un combat féroce fait rage lorsque les gardiens de la paix du Malawi déclenchent une fusillade pour couvrir les Tanzaniens afin qu'ils puissent avancer vers un terrain plus sûr. Le caporal Ali Khamis Omary, gardien de la paix tanzanien, est blessé par balle. Chancy Chitete, soldat du Malawi affecté à la mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC, voit que le caporal Omary reste exposé aux tirs ennemis. En un instant, il décide d'agir.

Alors qu'il amène son camarade en lieu sûr et lui fournit les premiers soins, Chancy Chitete est mortellement blessé. Pour son héroïsme, les Nations unies ont décerné à Chancy Chitete la Médaille du capitaine Mbaye Diagne pour courage exceptionnel le 24 mai 2019, lors de la cérémonie de la journée internationale des Casques bleus des Nations unies au siège de l'ONU à New York.

Les Nations unies ont créé la Médaille Diagne en 2014 « pour rendre hommage aux personnes en uniforme et aux personnes civiles qui démontrent un courage exceptionnel ». La médaille porte le nom d'un gardien de la paix sénégalais de l'ONU qui sauva des centaines de personnes en 1994 lors du génocide du Rwanda avant d'être tué.

Lachel Chitete Mwenechanya, veuve de M. Chitete, ainsi que d'autres membres de sa famille ont accepté la médaille lors de la cérémonie du 24 mai.

Chancy Chitete est seulement la deuxième personne à recevoir cette médaille. La première avait été présentée à titre posthume à la famille du capitaine Diagne lors de l'inauguration du prix en mai 2016.

La bataille de Kididiwe a causé la mort de huit gardiens de la paix, sept du Malawi et un de Tanzanie, selon l'*Associated Press*. Dix autres gardiens de la paix ont été tués ; au moins une douzaine de soldats des FARDC ont perdu la vie. Plusieurs rebelles ont été capturés.

Lachel Chitete Mwenechanya, veuve du gardien de la paix Chancy Chitete du Malawi, écoute l'allocution du secrétaire général des Nations unies António Guterres lors d'une cérémonie rendant hommage aux gardiens de la paix morts au combat. NATIONS UNIES

Le caporal Omary, gardien de la paix tanzanien qui avait été blessé, fut évacué en toute sécurité. Plus tard, il fit l'éloge de son camarade défunt. « Chancy Chitete vit que j'étais en difficulté. J'étais exposé et, à la vitesse à laquelle les rebelles se rapprochaient, j'étais en danger et je risquais d'être tué. Il décida alors de quitter son poste pour venir me chercher et m'amener dans un lieu plus sécurisé, écrit le caporal Omary. Je dois beaucoup à Chancy Chitete pour avoir risqué sa vie afin de me sauver. »

Pendant la cérémonie, le secrétaire général des Nations unies António Guterres déclara que le « monde ne possède pas beaucoup de vrais héros », mais que Chancy Chitete « était vraiment l'un d'entre eux ».

« L'héroïsme et le sacrifice altruistes de Chancy Chitete ont aidé les gardiens de la paix à atteindre leur objectif et à déloger la milice de son bastion, et cela était crucial pour poursuivre la lutte contre l'Ebola, a déclaré M. Guterres. Il a fait lui-même la différence. Une différence profonde. »

« Nous n'aurions pas pu trouver de médaillé plus méritoire. »

Suite de la page 16

nourriture et l'eau propre sont limitées parce que les rebelles volent souvent le peu de vivres disponibles. « L'eau qu'elles boivent est insalubre », déclare le sergent Mercy Dzalani, leader d'une équipe féminine d'intervention du MALBATT. « Les sources d'eau potable sont très éloignées des zones sécurisées et dès qu'elles s'y rendent pour aller chercher de l'eau, elles sont sujettes au viol et à d'autres abus des droits humains. »

« Nous faisons de notre mieux pour les sensibiliser aux droits humains et à la façon de signaler les abus, poursuit le sergent Dzalani. Nous conduisons aussi des évaluations des besoins de base et proposons des façons de les adresser. Certaines victimes ont reçu des soins médicaux et nous continuerons à leur fournir des informations appropriées sur la façon d'éviter et de signaler la violence. »

> *« Auparavant, nous ne pouvions pas aller dans notre jardin, aller travailler ou conduire une activité commerciale quelconque à cause de la violence causée par le Front démocratique allié. Mais depuis que le MALBATT et ses unités associées sont déployés dans l'axe Beni - Eringeti, la situation s'est bien améliorée. »*
>
> —
>
> Pascal Muhindo
> gestionnaire de Radio Motto à Oïcha (RDC)

D'autres soldats du MALBATT identifient les groupes vulnérables qui doivent être contactés par les équipes féminines d'intervention en conduisant des patrouilles agressives et vigoureuses ; ils assurent aussi la sécurité des membres féminins du MALBATT qui mènent à bien leur mission. Les membres des équipes féminines sont intervenues pour le bénéfice des habitants des villes de Mavivi, Oïcha, Mayi-Moya, Eringeti, Sake, Goma et Luwindi dans la province du Nord-Kivu.

Les membres des équipes féminines d'intervention forment des liens de confiance et de bonne volonté avec les résidents en rendant visite aux chefs de village, aux groupes de femmes et aux hôpitaux locaux, où elles travaillent dans les sections de maternité. Elles interfacent aussi avec les groupes religieux, y compris les chorales et les guildes de femmes. Le succès de leur mission dépend de la foi et de la confiance que leur accordent les chefs locaux. Du fait de leur travail important, elles peuvent alors rencontrer les femmes vulnérables, identifier leurs besoins et y répondre grâce à des efforts d'aide médicale mobile et au partage des informations sur la violence sexiste et la violence sexuelle liées au conflit.

Dans certains cas, les membres des équipes achètent des uniformes pour les groupes de chorale religieuse et des chaises pour les églises, et elles invitent les femmes à participer aux services religieux et aux services d'encouragement dans les bases voisines du MALBATT.

Des membres d'une équipe féminine d'intervention du MALBATT conduites par le caporal Brenda Ngomwa interfacent avec les civils et les chefs communautaires pour évaluer les besoins. FORCES DE DÉFENSE DU MALAWI

Malgré les nombreux défis et dangers présents à l'Est de la RDC, les membres des équipes féminines d'intervention offrent la paix et l'espoir aux civils en répondant à leurs besoins, avec ténacité et une attitude positive. Elles font une grande différence et les habitants locaux le reconnaissent.

« Auparavant, nous ne pouvions pas aller dans notre jardin, aller travailler ou conduire une activité commerciale quelconque à cause de la violence causée par le Front démocratique allié », déclare Pascal Muhindo, gestionnaire de Radio Motto à Oïcha, en mentionnant l'un des nombreux groupes actifs d'insurgés armés. « Mais depuis que le MALBATT et ses unités associées sont déployés dans l'axe Beni - Eringeti, la situation s'est bien améliorée. »

« Nous voyons les habitants dans leur jardin, je me rends au travail tous les jours, les femmes et les enfants sont pris en charge et nous obtenons au moins un suivi médical de la part du MALBATT. » ❑

AU SUJET DE L'AUTEUR
Le capitaine Wilned Kalizgamangwere Chawinga est un officier d'état-major dans les Forces de défense du Malawi. Après avoir rejoint les forces en 1996, il suit une formation militaire de base au Collège des Forces armées du Malawi (MAFCO) et obtient son diplôme en 1997. De 2000 à 2004, il reçoit une formation de journaliste et il est déployé en République démocratique du Congo, puis en Côte d'Ivoire, comme adjoint aux affaires publiques. Il est nommé officier avec le grade de lieutenant en 2013 après avoir dirigé la formation des élèves officiers à MAFCO. En 2015 et 2016, puis à nouveau en 2017 et 2018, il est déployé en RDC et y travaille en tant que responsable de l'information publique. Il est marié et il a trois enfants.

ILLUSTRATION *ADF*

« ELLES DEVRAIENT GRAVIR LES ÉCHELONS »

Bintou Keita, sous-secrétaire générale des Nations unies pour l'Afrique, évoque les avantages et les défis liés à l'augmentation des effectifs féminins dans les missions de maintien de la paix

PHOTOS FOURNIES PAR LES NATIONS UNIES

Bintou Keita, originaire de Guinée, a rejoint les Nations unies en 1989. Elle est aujourd'hui sous-secrétaire générale pour l'Afrique. Elle a occupé différents postes, notamment celui de représentante spéciale adjointe auprès de l'Opération hybride Union africaine-Nations unies au Darfour (MINUAD), et celui de chef de cabinet et directrice des opérations auprès de la Mission des Nations unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Cette interview a été modifiée pour l'adapter à ce format.

ADF : *Pourriez-vous parler un peu de vous-même pour le bénéfice de nos lecteurs ? Est-ce que certains de vos antécédents personnels ou professionnels vous ont inspirée à orienter votre carrière vers les questions de paix et de sécurité ?*

Mme KEITA : Mon père était un militaire. À l'époque, il y avait des problèmes entre la Guinée et la France. Pendant mon enfance, on me racontait donc beaucoup d'histoires sur les interventions militaires dans d'autres pays : elles peuvent être un atout précieux mais, parfois, elles peuvent aussi être difficiles. Mon père voulait que je fasse carrière dans l'armée, mais j'ai refusé. Je lui ai dit : « Non, je ne peux pas voyager dans le monde entier ». Mais après toutes ces années, mon père n'est plus de ce monde, et voilà que je participe à des opérations de maintien de la paix et que je voyage dans le monde entier.

ADF : *Vous vous êtes donnée pour priorité de recruter davantage de femmes pour les missions de maintien de la paix de l'ONU. Toutefois, les femmes constituent toujours 5 % seulement du personnel en uniforme. Pourquoi est-ce important selon vous d'accroître ces effectifs ?*

Mme KEITA : J'ai constaté personnellement que cela fait toute la différence dans les opérations. Je me souviens d'une nuit de janvier 2016 lorsque j'étais au Darfour ; l'une des bases de notre équipe à Sortoni (Darfour du Nord) avait accueilli plus de 21.000 déplacés internes (IDP). Et nous n'avions que 275 gardiens de la paix du contingent éthiopien. À l'époque, aucune femme n'était disponible pour interfacer avec les IDP. Nos gardiens de la paix ont donc fait de leur mieux pour porter assistance. Un certain nombre de femmes avaient accouché en chemin et leurs circonstances étaient très difficiles. Elles n'avaient pas de vêtements pour leurs nouveau-nés. C'était donc un défi pour nos collègues masculins d'interfacer avec elles à ce moment-là. Un mois plus tard, j'étais de retour au même endroit et nous avions notre propre unité de police formée qui comportait un certain nombre de femmes du Malawi. Elles réussirent à créer un lien avec la plupart des femmes. L'une d'entre elles pouvait même parler dans la langue locale, ce qui a bien aidé les communications avec les femmes mais aussi avec les enfants. Donc pour moi, cela permet d'améliorer l'efficacité du travail que nous faisons.

> « Lorsque les femmes peuvent voir des gens qui leur ressemblent, c'est un atout qui réduit les craintes et augmente le sentiment de sûreté et de sécurité. » – Bintou Keita

ADF : *Certains rapports signalent les succès enregistrés par les équipes féminines d'intervention dans la République démocratique du Congo. Est-ce selon vous un bon modèle pour les autres missions ? Êtes-vous encouragée par le succès de ces efforts pour la mission locale de l'ONU (la MONUSCO) ?*

Mme KEITA : Nous sommes très encouragés par les équipes féminines d'intervention. Nous avons actuellement 10 équipes. En plus de la MONUSCO, nous envisageons d'intégrer à l'UNMISS (Mission des Nations unies au Soudan du Sud) une unité complète de femmes soldats provenant du Rwanda. Je ne veux pas dire que nous avons seulement besoin de femmes : nous avons besoin des deux sexes parce que la diversité valorise la façon dont la population locale comprend le travail des gardiens de la paix. En particulier lorsque les femmes peuvent voir des gens qui leur ressemblent. C'est un atout qui réduit les craintes et augmente le sentiment de sûreté et de sécurité.

ADF : *Quelles sont les mesures concrètes que vous souhaitez prendre pour accroître le nombre de femmes affectées aux missions de maintien de la paix de l'ONU ?*

Mme KEITA : Nous faisons face à deux défis. Lorsqu'un certain nombre de femmes font déjà partie des forces armées d'une nation, le défi consiste à ce qu'elles soient proposées pour participer aux opérations de maintien de la paix. Nous essayons aussi de déterminer comment nous pouvons accroître leur participation dans les rôles de prise de décision et de leadership. L'autre défi est lié au fait que, dans un certain nombre de pays, les femmes ne s'engagent pas dans les forces armées. Cela est dû à la perception de ce qu'est le maintien de la paix. Nous devons travailler avec les agences pour créer des programmes au sein des forces armées nationales, de façon à avoir des histoires spécifiques sur la contribution des femmes au maintien de la paix. Et nous devons démontrer les avantages de l'investissement et du retour sur l'investissement obtenu lorsque les communautés locales se sentent plus rassurées et se trouvent mieux protégées par l'engagement des deux sexes. Nous devons travailler sur ces deux points. Pour que les femmes s'engagent dans les forces armées nationales, il doit exister un environnement propice et la réalisation qu'elles ne seront pas simplement utilisées dans des rôles traditionnels tels que l'infirmerie, la logistique ou l'administration. Elles devraient aussi gravir les échelons et être proposées pour des postes tels que ceux de commandant de force, commandant de secteur, etc. Je suis très heureuse que nous ayons réussi à avoir deux commandants de force féminins et je pense que nous devrions en avoir davantage à l'avenir.

ADF : *Quelle est selon vous l'importance de gagner « les cœurs et les esprits » des civils dans les zones d'opération de l'ONU ?*

Mme KEITA : Je pense que cela est crucial, en particulier lors du lancement ou de la phase initiale de la mission. À mesure que la mission se développe au cours des années, je pense que nous devons transformer la façon dont le concept de gagner les cœurs et les esprits évolue. Pourquoi ? Parce qu'une mission de dix ans a des contacts avec la communauté locale qui ont évolué, comparé à une mission d'un an seulement. Elle a des antécédents. Pour moi, il est important de m'assurer que le personnel civil et militaire comprenne bien que la façon dont ils sont perçus par la population locale est cruciale. Ceci est réalisé grâce à certains types d'activité ou grâce à des investissements dans les besoins de la communauté, en particulier lorsque les résultats peuvent être maintenus. Si vous construisez une clinique de soins de santé ou vous forez des puits pour l'approvisionnement en eau, le gouvernement local ou le gouvernement central peut les prendre en

Mme Keita arrive à l'aéroport de Kismaayo lors de sa visite de l'état du Jubaland en Somalie.

charge après un certain temps. Les écoles aussi, car un grand nombre de nos projets à impact rapide concernent l'infrastructure et la formation professionnelle. Ces projets offrent l'opportunité de créer des liens entre les communautés qui, sinon, pourraient ne pas se rencontrer ou interagir.

ADF : *Le passé récent indique que les actes d'indiscipline ou le mauvais comportement de quelques gardiens de la paix peuvent nuire à l'image de toute une mission. L'ONU exige une formation spécialisée concernant notamment la prévention de l'exploitation sexuelle et la protection des mineurs, mais quel est le type le plus efficace de formation qui permettra d'empêcher l'inconduite ? Comment cela a-t-il changé au cours des dernières années ?*

Mme KEITA : L'aspect le plus important concerne la formation avant déploiement, laquelle a été évidemment renforcée par notre service de formation intégrée, en association avec nos collègues des forces armées et de la division policière. Ceci est accompli en conjonction avec les pays contributeurs de soldats (TCC). Même après la formation avant déploiement, une formation est fournie pendant la mission. Elle est importante car elle rappelle sur une base quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle que l'exploitation et l'abus sexuels sont sujets à une tolérance zéro. Ceci est crucial pour assurer notre crédibilité et notre position morale face à la population. Je crois aussi à une chaîne de commandement robuste en ce qui concerne la discipline, pour assurer que les soldats ont accès à un commandant qui impose vraiment la discipline et tient les soldats et les policiers responsables de leurs actes. Tout cela est crucial pour signaler que toute tolérance est toujours inacceptable, même en présence d'un seul cas. Depuis le passage de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies 2272, je constate de plus en plus d'efforts entrepris ici au niveau du quartier général ; en ce qui concerne les TCC, il existe aussi un fonds commun pour adresser les conséquences de l'exploitation sexuelle des jeunes. J'espère que, à l'avenir, les sanctions adoptées par les pays individuels auront un effet dissuasif. Nous avons toute la formation, nous avons la discipline et maintenant nous avons aussi le niveau de sanction approprié.

ADF : *Quelle est l'importance des questions liées à la sensibilité culturelle et aux connaissances culturelles pour les gardiens de la paix ?*

Mme KEITA : Je pense que chaque déploiement possède des circonstances très spécifiques. Pendant la formation, j'ai assisté à des répétitions concernant les scénarios de « protection des civils ». Pendant ces répétitions, j'ai vu certains gestes ou certains comportements et je me suis dit : « Bon, si nous étions dans un certain pays, j'éviterais cela parce que la population le considérerait comme offensif ou agressif ». Je crois donc qu'il est important d'organiser des répétitions et une formation et de les lier à la sensibilité culturelle. Il est aussi crucial d'organiser des briefings appropriés sur la culture des pays afin de mieux la faire connaître et de rappeler à tous que dans certaines circonstances notre comportement est instinctif et n'est pas toujours compatible avec ce que l'on attend de nous.

ADF : *Pouvez-vous fournir un exemple de quelque chose qui pourrait être mal interprété ?*

Mme KEITA : L'une des choses qui me viennent à l'esprit est la confiance en soi. Lorsque nous engageons des

À gauche : Mme Keita rencontre des déplacés internes au Darfour (Soudan) pour discuter de la situation sécuritaire dans le pays.

En haut : Mme Keita rencontre des officiers de police de la mission de l'Union africaine en Somalie à Kismaayo lors de sa visite de cinq jours au pays en juin 2019.

négociations d'un point de vue occidental, nous sommes toujours très directs. Mais dans la plupart des cultures du continent, il faut être patient. Il faut donner aux gens le temps suffisant pour qu'ils assimilent et comprennent le fait que vous êtes réellement engagé. C'est une conversation, et vous n'êtes pas là pour leur imposer quoi que ce soit. Elle se transforme en discussion concernant un partenariat entre égaux, et non pas à partir d'un point de vue condescendant selon lequel nous savons tout et ils sont les « bénéficiaires ». Pour moi, ce n'est pas seulement le maintien de la paix, c'est quelque chose de plus vaste. Nous devons questionner notre approche au dialogue, à la conversation. Même si nous savons qu'il y a un objectif à atteindre, la façon d'y parvenir est l'élément déclencheur en termes de sensibilité culturelle.

ADF : *Un grand nombre de pays africains ont une vaste expérience du maintien de la paix. Mais beaucoup de pays ont des difficultés pour fournir accès à la formation. Qu'est-ce qui doit être fait, au niveau des pays contributeurs de soldats, et notamment sur le continent africain, pour améliorer les capacités nationales de formation des forces de maintien de la paix ?*

Mme KEITA : Je pense que l'Union africaine fait beaucoup pour essayer de montrer la voie, afin que les différents TCC du continent emboîtent le pas. Je sais que divers centres de formation ont été créés. Il y a des centres au Caire, à Addis-Abeba (Éthiopie), à Accra (Ghana) et au Mali. Dans l'ensemble, je pense donc que nous sommes sur la bonne voie pour nous assurer d'avoir une méthode systématique pour préparer les troupes. Je dirais une chose de plus : nous devons aller au-delà des méthodes traditionnelles de préparation des soldats lorsque nous parlons de menaces asymétriques, de terrorisme et d'extrémisme violent. Cela fait partie du nouvel ADN de notre époque et je ne pense pas que la méthode de préparation traditionnelle des soldats est suffisante. En ce qui concerne le nouvel équipement, les nouvelles technologies et la façon de recueillir des renseignements dans l'ère des réseaux sociaux, je pense que nous avons du travail à faire. ❑

UN PONT RÉUNIT LA GAMBIE ET LE SÉNÉGAL

PERSONNEL D'*ADF*

La région de Casamance au Sud du Sénégal est depuis longtemps isolée du Nord plus peuplé à cause d'une particularité géographique : la Gambie, et le fleuve du même nom qui coule sur la plus grande partie de sa longueur.

En janvier 2019, les présidents des deux pays ont célébré l'ouverture d'un pont qui traverse le fleuve, en reliant les deux rives de la Gambie et les deux régions du Sénégal. Le pont Sénégambie met fin à des années d'isolation et aux déplacements difficiles des habitants des deux pays sur les deux côtés du fleuve.

« Étant donné la géographie de la Gambie et du Sénégal, avec un fleuve divisant chaque pays en deux moitiés, je me demande pourquoi nous devions attendre si longtemps pour construire ce pont », déclare le président gambien Adama Barrow à l'Agence France-Presse pendant l'inauguration.

« Nous pouvons être fiers d'avoir transformé ce rêve de plusieurs générations en réalité », déclare le président sénégalais Macky Sall.

Ce pont, aussi connu sous le nom de pont de Farafenni, est à l'étude depuis 1972, selon l'Autorité nationale des routes de la Gambie. Sa construction a commencé en 2015. Il fait partie d'un plus vaste projet, le corridor Le Caire - Dakar - Lagos, qui ne relie pas seulement ces deux pays. Il aide aussi à relier d'autres pays de la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest entre Dakar et Lagos (Nigeria).

Ce pont en béton est situé sur le territoire gambien et a près de 2 kilomètres de long. Il traverse le fleuve à environ 10 kilomètres du poste frontière de Farafenni, où les deux présidents se sont réunis pour l'inauguration.

Le pont offre beaucoup plus qu'un avantage régional. Il aide à relier la région isolée de Casamance au reste du Sénégal en évitant une route de 400 kilomètres. Il améliorera aussi le commerce régional. Les biens et les services devraient circuler plus librement dans la région. Avant le pont, les véhicules devaient franchir le fleuve par ferry.

Parfois, les gens faisaient la file et devaient attendre une semaine avant de pouvoir prendre le ferry, selon un reportage de Reuters.

Après l'inauguration, des foules sont venues sur le pont pour le franchir, en marchant épaule contre épaule. « Je suis très satisfait de ce pont », déclare le voyageur Amadou Bah, 42 ans, à Reuters. « Les véhicules arrivent et passent sans délai. »

Il est prévu que les camions commenceront à le traverser en juillet 2019. « Il y a quelques mois, j'ai passé 10 jours [au terminal du ferry] pour attendre mon tour », déclare le camionneur sénégalais Mawdo Saine à Reuters. « Cela crée beaucoup de difficultés pour les camionneurs, parce qu'il nous faut finalement un mois pour faire quelque chose qui devrait prendre une semaine. »

AFP/GETTY IMAGES

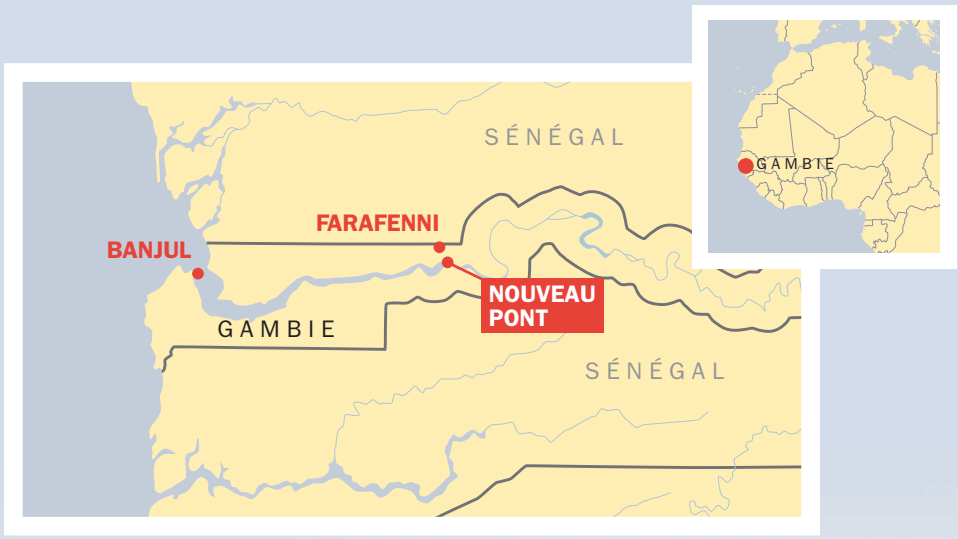


ILLUSTRATION D'ADF

LA LUTTE

FACE À FACE

CONTRE L'EBOLA

PERSONNEL D'*ADF*

Alors que cette maladie tenace se propage dans la RDC, le succès des secouristes dépend de la création des liens de confiance

Le Dr Jean-Christophe Shako s'est rendu à Butembo (République démocratique du Congo, RDC) pour lutter contre un ennemi féroce et dangereux.

Mais il devait d'abord se faire un ami.

Le Dr Shako, coordinateur de la réponse contre l'Ebola dans cette ville orientale de la RDC, a participé à la lutte contre quatre épidémies d'Ebola en Afrique. Il a écrit le récit de son expérience concernant la crise de l'épidémie actuelle en février 2019 pour l'organe d'information en ligne *The New Humanitarian*. Il a évoqué l'expérience de son équipe en Guinée au plus fort de la pandémie d'Afrique de l'Ouest en 2014. À cette époque, les villageois se méfiaient des étrangers parlant d'une mystérieuse maladie mortelle et les avaient attaqués avec des machettes.

Presque cinq ans plus tard, à près de 5.000 kilomètres de distance, le Dr Shako affronte la même menace. « Il suffit de quelques jours passés à Butembo, où j'intervenais contre l'épidémie actuelle dans l'Est du Congo, pour que je sois entouré par une foule en colère qui criait 'Tuez-le', après avoir refusé de permettre à notre équipe de surveillance de conduire l'investigation d'un décès dans leur quartier. »

L'Ebola est retourné pour la dixième fois dans la RDC, soit la deuxième fois en moins d'un an. Une épidémie dans la province de l'Équateur entre le 8 mai et le 24 juillet 2018 a provoqué 54 cas de maladie et 33 décès. Au 1er août 2018, une nouvelle épidémie s'est déclenchée dans les provinces orientales du Nord-Kivu et de l'Ituri. Elle est plus mortelle et plus résistante pour ceux qui la combattent, malgré de nouveaux outils disponibles tels que les vaccins.

En date du 10 juin 2019, on signale 2.071 cas confirmés et cas probables, et 1.396 personnes décédées, soit un taux de mortalité de 67 %. La majorité de ces cas sont des femmes et des enfants, et 115 professionnels de la santé ont été infectés. Des douzaines de personnes sont décédées.

Un professionnel congolais de la santé administre le vaccin de l'Ebola à une femme qui était entrée en contact avec une personne souffrant de la maladie dans un village de Mangina (province du Nord-Kivu). REUTERS

Il s'agit de la deuxième plus grave épidémie d'Ebola depuis la découverte du virus en 1976. Seule la pandémie d'Afrique de l'Ouest avait enregistré plus de morts.

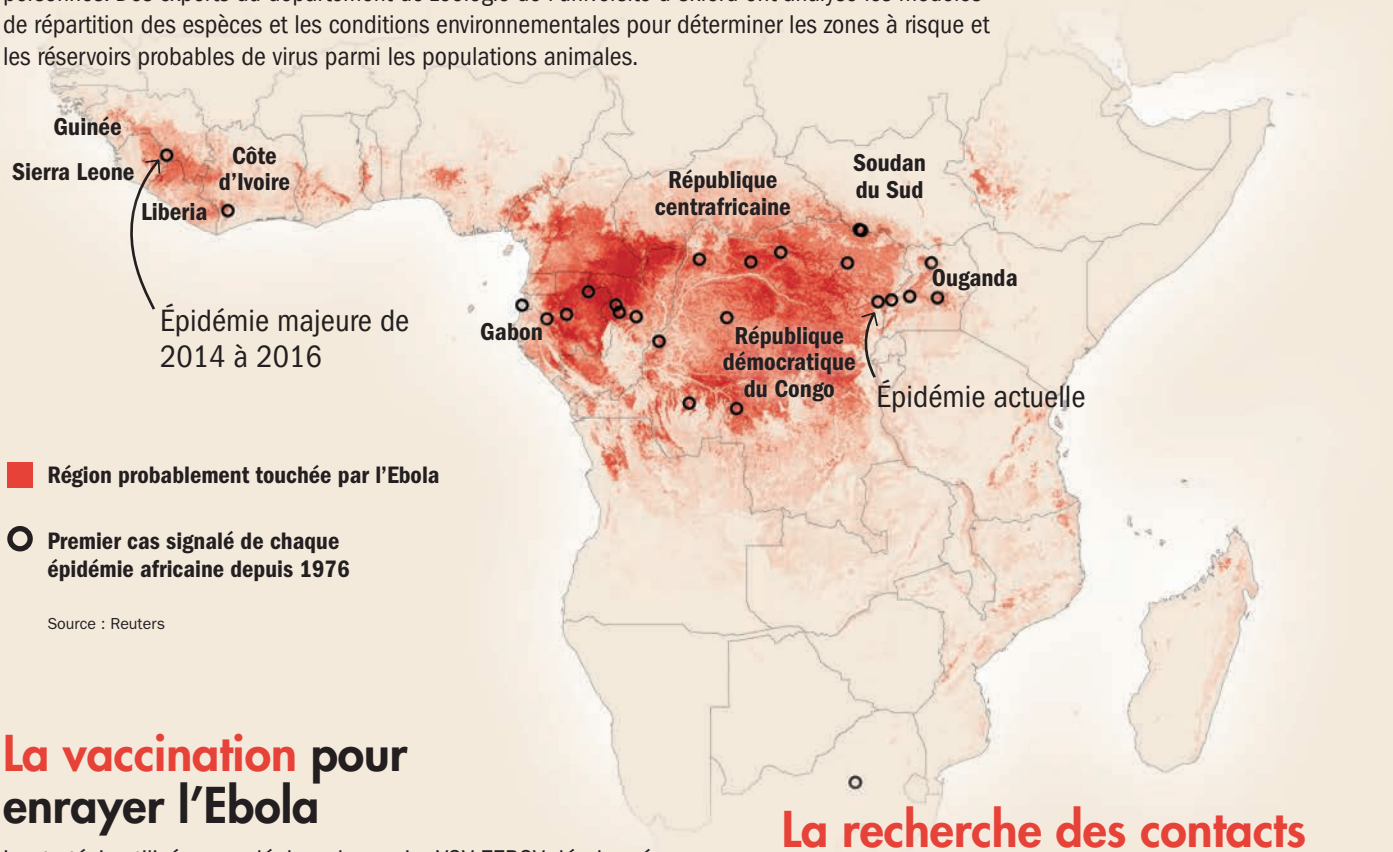
Cette maladie déjà redoutable est compliquée par l'éloignement des provinces affectées, par leur proximité avec d'autres pays tels que l'Ouganda et le Rwanda, et par la présence des nombreux groupes armés actifs dans la région. L'expertise et les vaccins efficaces sont utiles mais, comme le sait le Dr Shako, le succès allait nécessiter une dose d'humanité.

UN ÉPICENTRE DANGEREUX

En date du 27 janvier 2019, le ministère de la Santé de la RDC déclare que son personnel a vacciné 73.298 personnes. Le vaccin est un outil crucial qui permet d'endiguer la propagation de cette maladie très contagieuse, transmise d'une personne à l'autre par l'échange des fluides corporels tels que le sang, les matières fécales et les vomissures. Lors de l'épidémie d'Afrique de l'Ouest en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, la propagation

Les points sensibles de l'Ebola

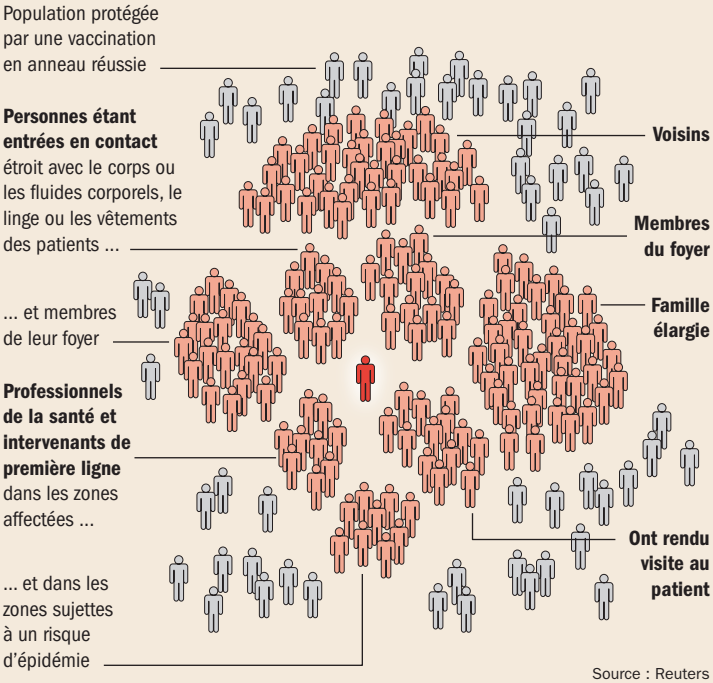
Depuis les premiers rapports concernant l'Ebola en 1976, le virus a causé la mort de plus de 13.000 personnes. Des experts du département de zoologie de l'université d'Oxford ont analysé les modèles de répartition des espèces et les conditions environnementales pour déterminer les zones à risque et les réservoirs probables de virus parmi les populations animales.



Source : Reuters

La vaccination pour enrayer l'Ebola

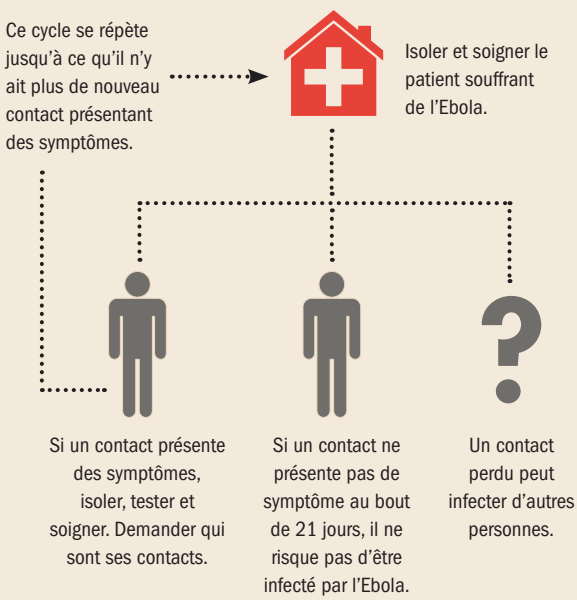
La stratégie utilisée pour déployer le vaccin rVSV-ZEBOV développé par Merck s'appelle vaccination « en anneau ». Elle assure le suivi des contacts et des « contacts des contacts » d'un patient au cours des 21 jours suivant les premiers symptômes présentés par le patient. L'Organisation mondiale de la santé déclare qu'en moyenne, un anneau est constitué de 150 personnes.



Source : Reuters

La recherche des contacts peut enrayer l'Ebola

La recherche des contacts consiste à trouver toutes les personnes qui entrent en contact direct avec un patient atteint de l'Ebola. Les contacts sont surveillés pour déceler les symptômes de la maladie pendant 21 jours après leur premier contact avec le patient.



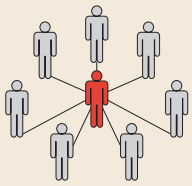
Source : Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies

Un virus dévastateur

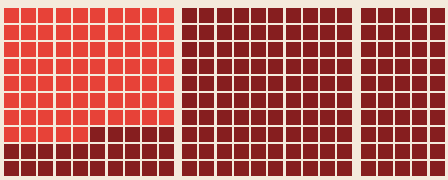
En moyenne, chaque patient atteint de l'Ebola peut infecter une ou deux personnes. Mais avec un taux de mortalité moyen par cas de 50 % – et jusqu'à 67 % pour l'épidémie actuelle dans la République démocratique du Congo – la maladie peut dévaster rapidement les communautés.

VARIOLE

Chaque personne infectée contamine en moyenne **5 à 7 autres personnes.**



Pour infecter 250 personnes, **trois étapes de transmission** sont suffisantes. Avec un taux de mortalité de 30 %, **75 personnes infectées pourraient mourir.**

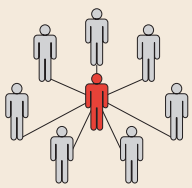


Infecté

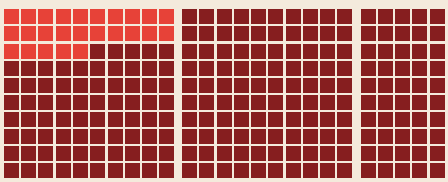
Pourrait mourir

DIPHTÉRIE

Chaque personne infectée contamine en moyenne **6 ou 7 autres personnes.**

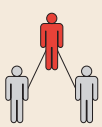


Pour infecter 250 personnes, **trois étapes de transmission** sont suffisantes. Avec un taux de mortalité de 5 à 10 %, **25 personnes infectées pourraient mourir.**

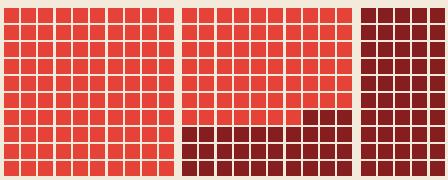


EBOLA

Chaque personne infectée contamine en moyenne **1 ou 2 autres personnes.**



Pour infecter 250 personnes, **sept étapes de transmission** sont nécessaires. Avec un taux de mortalité actuel de 67 %, plus de **167 personnes infectées pourraient mourir.**



Source : Reuters

Un officier de police garde un centre de traitement de l'Ebola à Butembo, attaqué le 9 mars 2019 par les rebelles Maï-Maï qui ont tué un policier et blessé un professionnel de la santé. AFP/GETTY IMAGES

« Lorsqu'un village est attaqué, la population se déplace ; les gens malades se déplacent aussi et la maladie se propage d'un village à l'autre. »

~ Justus Nsio Mbeta, représentant du ministère de la Santé au village de Beni

de la maladie était due en grande partie aux traditions sépulcrales et funéraires selon lesquelles les villageois touchaient, embrassaient et lavaient le corps des défunts. La plupart du temps, les vaccins n'étaient pas disponibles et la maladie s'était propagée vers les centres urbains affairés tels que Monrovia, capitale du Liberia.

Il existait une paix relative en Afrique de l'Ouest pendant l'épidémie de l'Ebola, malgré les incidents de violence commis par des villageois sceptiques et effrayés dans les zones plus reculées. Mais l'Est de la RDC offre à la maladie un environnement très différent.

Un grand nombre de groupes armés sillonnent les zones essentiellement non gouvernées des vastes étendues de l'Est de la RDC. Les structures coloniales et les nombreuses années de corruption gouvernementale après l'indépendance ont façonné une région tourmentée et violente. Certains de ces groupes armés proviennent des pays voisins, par exemple les Forces démocratiques alliées, originaires de l'Ouganda. Les Forces démocratiques de libération du Rwanda, constituées de rebelles hutus opposés au régime tutsi du Rwanda, sont aussi

Un professionnel de la santé saisit le cercueil d'un bébé suspecté d'être mort de l'Ebola à Beni (province du Nord-Kivu, RDC) en décembre 2018. REUTERS

enracinées dans l'Est de la RDC. D'autres groupes armés existent et l'importante mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC s'efforce de maintenir la paix.

La lutte contre l'Ebola dans une zone de conflit est dangereuse pour les résidents aussi bien que pour les professionnels de la santé. « Lorsqu'un village est attaqué, la population se déplace ; les gens malades se déplacent aussi et la maladie se propage d'un village à l'autre », déclare à Vice News Justus Nsio Mbeta, représentant du ministère de la Santé dans le village de Beni, en février 2019.

L'une des méthodes les plus fréquentes d'étudier une épidémie d'Ebola est la « recherche des contacts ». Selon cette méthode, les responsables de la santé effectuent le suivi de tous ceux qui sont entrés en contact avec une personne atteinte de la maladie. Ces personnes sont alors surveillées pendant 21 jours après leur dernier contact avec le patient pour déterminer si elles présentent des symptômes. Dans l'affirmative, elles sont isolées et soignés, et le cycle de recherche continue avec les autres personnes entrées en contact, jusqu'à ce que l'on ne détecte plus de nouveaux cas parmi les contacts.

Lorsque des attaquants armés agressent un village ou attaquent un centre de traitement de l'Ebola, cela augmente la probabilité de propagation de la maladie et rend plus difficile la recherche des contacts. Le 27 février 2019, des agresseurs armés inconnus ont attaqué un

Les professionnels de la santé à Beni doivent porter un équipement de protection avant d'entrer dans la chambre du bébé. REUTERS

centre de traitement à Butembo, tout en provoquant un incendie et échangeant des coups de feu avec les forces de l'ordre.

Les responsables de la santé déclarent que 38 personnes suspectées de souffrir de l'Ebola et 12 cas confirmés se trouvaient dans le centre lors de l'attaque. 4 personnes, qui étaient toutes confirmées, se sont enfuies. Seulement 3 jours auparavant, dans la ville voisine de Katwa, des agresseurs ont incendié un centre de traitement et tué une infirmière, selon un reportage de Reuters.

Le 20 avril 2019, des miliciens ont attaqué un centre de traitement et essayé d'y mettre le feu. La veille à Butembo, des attaquants ont tué un épidémiologiste camerounais, selon le *Washington Post*.

LES RUMEURS ENTRAVENT LES EFFORTS

Un rapport du ministère de la Santé de la RDC indique que le pourcentage de contacts connus a augmenté de 24

à 63 % entre octobre et décembre 2018, mais il a baissé à environ 10 % vers la mi-janvier 2019 à cause des troubles sécuritaires et politiques.

Le ministère recommande certaines méthodes pour renforcer la surveillance du mouvement des contacts pour ceux qui n'ont pas pu être suivis. Elles incluent la création d'équipes de surveillance mobiles pour rechercher les contacts perdus, le renforcement de l'aide psychosociale offerte aux contacts identifiés afin d'encourager leur participation, et la formation technique des coordinateurs pour qu'ils surveillent le personnel chargé de la recherche des contacts.

Toutefois, de tels efforts seront difficiles s'ils ne sont pas accompagnés d'un moyen de réfuter la foison de rumeurs qui circulent dans les zones affectées par l'Ebola. Dans un pays sujet à l'instabilité, la violence meurtrière et la suspicion vis-à-vis du gouvernement, les informations concernant cette maladie mystérieuse sont souvent accueillies avec méfiance.

Une étude publiée dans le journal *Lancet Infectious Diseases* (maladies infectieuses) décrit une enquête conduite auprès de 961 personnes dans les villes de Beni et Butembo. Selon l'enquête, plus d'un quart de ces personnes ne croient pas en l'existence de l'Ebola. Plus d'un tiers (36 %) ont déclaré que la maladie avait été inventée pour déstabiliser la RDC. Les chercheurs ont questionné ces personnes en septembre 2018 et publié leurs résultats vers la fin mars 2019.

Ces opinions se sont manifestées au moment où les responsables de la RDC invoquaient l'épidémie de l'Ebola comme justification pour repousser la participation de la région aux élections nationales. Le reste du pays a voté en décembre 2018 et a élu un nouveau président qui est entré en fonction en janvier 2019. Plus d'un million de personnes dans les zones affectées par l'Ebola n'ont pas pu voter avant le 31 mars 2019, et ce uniquement dans les élections parlementaires.

NBC News signale vers la mi-avril 2019 que certains résidents locaux pensent que la réponse illustre une combine d'ordre lucratif appelée « le commerce de l'Ebola ». Les centres de traitement sont gardés par les forces de sécurité, ce qui attire aussi l'attention. L'apparition de l'épidémie pendant la période électorale a fait croire à certains qu'il s'agissait d'une excuse pour empêcher les gens de voter. Cependant, après le vote, les conditions ont semblé s'améliorer.

Les agences d'aide prennent aussi des mesures supplémentaires pour dissiper les craintes des habitants. Eva Erlach, directrice du programme régional d'engagement communautaire de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), déclare à *NBC News* que l'organisation utilise des sacs mortuaires transparents « pour montrer aux familles que c'est bien leur proche qui est enterré, et non pas des pierres ou un cercueil vide ».

Ce genre de décision est basé sur des informations provenant de 800 bénévoles de la FICR qui ont recueilli 150.000 commentaires dans une base de données partagée avec d'autres organismes de secours. « En fin de compte, si vous n'établissez pas de liens avec les communautés, l'efficacité du système de traitement n'a pas d'importance », déclare à NBC News Tariq Reibl de l'organisme à but non lucratif International Rescue Committee.

UN ENGAGEMENT FACE À FACE

Lorsque le Dr Shako s'est retrouvé au milieu d'une foule menaçante à Butembo, son expérience l'a aidé à garder son sang-froid et à faire baisser les tensions de façon respectueuse. Moins de deux mois après être arrivés dans la ville, les intervenants apprennent qu'un petit garçon était mort de l'Ebola dans le village de Tinge, contrôlé par la dangereuse milice Maï-Maï. Le Dr Shako déclare alors à son équipe qu'ils doivent se rendre à Tinge pour vacciner la population. Accompagné d'une infirmière et d'un chauffeur, il voyage 45 minutes en voiture, puis 35 minutes à pied. Des douzaines de villageois s'étaient réunis pour pleurer la mort de l'enfant.

« Nous avons été accueilli par une femme qui nous a demandé ce que nous faisions dans son village, écrit le Dr Shako. Je lui ai dit que je devais voir le chef du village parce que j'avais quelque chose d'important à lui dire. Elle m'a montré du doigt sa maison. »

Dans la maison, il y avait 5 hommes, y compris le chef, assis à une table dans la salle à manger. Ils ont invité le Dr Shako à s'asseoir avec eux et ils ont partagé un repas qui incluait du saka saka (feuilles de manioc), du foufou (farine de manioc et eau) et un morceau de viande. Pendant que le Dr Shako était en train de manger, l'ambiance s'est allégée et une conversation a démarré. Le Dr Shako parla de l'Ebola et du vaccin, que les hommes ne connaissaient pas. Il leur dit comment le virus se propageait et comment l'en empêcher.

« Sans dire un seul mot, le chef du village sortit et réunit les villageois. Il leur dit quelques mots dans leur dialecte local tout en faisant de grands gestes, écrit le Dr Shako. Puis il permit à [l'infirmière] de dresser la liste de tous ceux qui étaient entrés en contact avec le petit garçon pour que nous puissions suivre la chaîne de transmission. 75 personnes en tout se sont présentées. »

Le jour suivant, tout le monde était vacciné. « Personne dans ce village n'a été infecté par le virus », écrit le Dr Shako.

Le contact entre le Dr Shako et un chef de village a suscité suffisamment de bonne volonté pour qu'il puisse en rencontrer d'autres, répondre à leurs questions et gagner leur confiance. Le ministre de la Santé de la RDC a contacté un autre leader des Maï-Maï, lequel s'est engagé à ce que ses combattants n'entravent pas les efforts contre l'Ebola.

« Il est toujours difficile de gagner la confiance lors d'une épidémie aussi mortelle, écrit le Dr Shako. Ceci prouve à nouveau que le respect, la compassion et l'humilité peuvent aller loin : jusqu'à sauver votre propre vie et la vie de tous les gens de la communauté. » ❑

UNE FORMATION POUR LA Paix

LES INSTITUTIONS RECHERCHENT DE NOUVELLES MÉTHODES POUR MIEUX FORMER LES GARDIENS DE LA PAIX

PERSONNEL D'*ADF*

Les opérations de maintien de la paix sont parfois appelées un paradoxe car elles exigent la capacité d'utiliser la force et la retenue de ne pas l'utiliser. L'ancien secrétaire général des Nations unies Dag Hammarskjöld avait résumé ce défi en disant : « Le maintien de la paix n'est pas une tâche de soldat, mais seulement les soldats peuvent l'accomplir ».

Les gardiens de la paix modernes font face à un défi colossal. Ils doivent se déployer dans un pays étranger dont ils pourraient ne pas parler la langue. Ils doivent évaluer rapidement la situation sur le terrain, là où une guerre vient à peine de se terminer ou se poursuit toujours. Ils doivent encourager le dialogue entre les belligérants, protéger les civils, respecter le droit international, agir dans les limites du mandat de la mission, etc.

Des instructeurs de la mission d'assistance des Nations unies en Somalie achèvent un cours de formation des formateurs sur les droits humains pour des officiers de l'Union africaine et des Forces armées nationales somaliennes. AMISOM

Des instructeurs de la mission d'assistance des Nations unies en Somalie achèvent un cours de formation des formateurs sur les droits humains pour des officiers de l'Union africaine et des Forces armées nationales somaliennes. AMISOM

À cause de la complexité du maintien de la paix moderne, la formation est vitale. Mais quelle est la meilleure façon d'optimiser cette formation en présence des limites de financement et de temps ?

Le personnel de l'ONU participant aux missions de maintien de la paix suit trois phases de formation. **La formation avant déploiement** est un cours intensif sur tout ce qu'un gardien de la paix doit savoir avant de rejoindre une mission. Elle dure en général deux semaines. **Une formation d'intégration particulière à la mission** est fournie dans le pays et rappelle certains sujets enseignés lors de la phase avant déploiement tout en offrant de nouvelles informations spécifiques sur la mission. Elle dure entre 1 et 6 jours. **Une formation continue** est fournie pendant le déploiement. Elle pourrait inclure une formation spécialisée, des cours de perfectionnement professionnel ou des aptitudes techniques.

Les critiques soulignent que le volume d'information que les gardiens de la paix sont censés maîtriser avant leur déploiement est énorme. Par exemple, une session avant déploiement de deux semaines pour les officiers de police participant à l'opération hybride de l'Union africaine et des Nations unies à Darfour couvrait 21 sujets, y compris la lecture des cartes, l'utilisation des radios, le mandat de la mission et la sensibilisation aux mines terrestres.

« Comment est-ce qu'on peut s'attendre à ce que les gens apprennent tous ces sujets, puis les appliquent dans un environnement de conflit, *sous un délai de deux semaines ?* », écrit la chercheuse Anne Flaspoler. « 'Ambitieux' est un qualificatif approprié de ce programme ! »

Les formateurs et les pays contributeurs de soldats recherchent des améliorations.

LES CENTRES DE FORMATION DE MAINTIEN DE LA PAIX

Les options de formation se sont multipliées au cours des 25 dernières années, à mesure que les opérations de maintien de la paix se sont étendues et que davantage de pays sont devenus contributeurs de soldats. Il existe aujourd'hui des instituts de formation et des modules de formation prêts à l'emploi qui peuvent être adaptés aux besoins des déploiements. L'Association internationale de centres de formation de maintien de la paix a été fondée en 1995 pour aider ces instituts à partager leurs informations. Elle regroupe 265 membres, notamment des agences gouvernementales, des universités, des groupes de réflexion et des organisations régionales.

Les pays africains jouent un rôle de premier plan parmi les effectifs des missions de maintien de la paix. À tout moment, 60.000 soldats provenant de 39 pays africains participent aux opérations de soutien de la paix dans le monde entier. Des pays tels que le Ghana, le Rwanda, le Sénégal et l'Afrique du Sud ont acquis de vastes connaissances relatives au maintien de la paix, au cours d'opérations qui remontent à plusieurs décennies.

Les ressources locales de formation enregistrent aussi une croissance sur le continent. En 2004, le Ghana a ouvert le Centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan (KAIPTC). Il s'agit d'un centre de formation pour le personnel originaire de toute l'Afrique de l'Ouest, qui offre la formation avant déploiement et d'autres types de formation aux soldats, policiers et civils qui participent

Des soldats de la mission de l'Union africaine en Somalie participent à un cours sur la prévention de l'exploitation et de l'abus sexuels.
AMISOM

aux opérations de soutien de la paix. Depuis son ouverture, le centre a offert plus de 400 classes à plus de 11.000 personnes. En plus du KAIPTC, il existe 7 autres instituts de formation de maintien de la paix en Afrique.

Les partenaires étrangers y contribuent aussi. Depuis 1997, le programme Formation et assistance des opérations d'urgence en Afrique (ACOTA) financé par le département d'État des États-Unis a formé des centaines de milliers de gardiens de la paix provenant des pays africains.

À mesure que les pays développent leur capacité de formation, ils cherchent à la rendre plus efficace.

FOCUS SUR LES RÉSULTATS

La formation a été traditionnellement mesurée en fonction du temps passé en salle de classe ou du nombre de certifications remises. Ce sont des références simples mais elles ne mesurent pas l'efficacité de la formation.

Les évaluations plus récentes mesurent l'acquisition et l'utilisation des aptitudes par les soldats formés. Si par exemple on enseigne à un gardien de la paix que dans certaines circonstances il doit intervenir pour protéger les civils, il n'est pas suffisant de montrer cela simplement sur une transparence de PowerPoint. La seule façon de savoir si le gardien de la paix a assimilé cette information est de constater comment il réagit dans un scénario complexe et nuancé.

Voilà la différence entre le transfert des connaissances et le changement de comportement, déclare Mme Flaspoler dans son livre : African Peacekeeping Training Centres: Socialisation as a Tool for Peace? (Les centres africains de formation de maintien de la paix : socialisation en tant qu'outil de la paix ?)

« Les connaissances et l'engagement ne suffisent pas, étant donné les complexités auxquelles les gardiens de la paix font face, écrit Mme Flaspoler. Les gardiens de la paix ne peuvent pas être préparés à affronter la complexité éthique des réalités retrouvées dans la mission si on leur enseigne [uniquement] des codes de conduite et des lois. »

Suzanne Monaghan, anciennement du Centre Pearson pour le maintien de la paix au Canada, déclare que beaucoup d'anciennes méthodes d'instruction ne conviennent pas aux gardiens de la paix. Elle a constaté que les adultes mémorisent 10 % de ce qu'ils lisent, 20 % de ce qu'ils écoutent et 90 % de ce qu'ils font. « Nous ne pouvons pas enseigner un cours pendant 15 jours et penser que les étudiants repartiront de la salle de classe en sachant parfaitement ce qu'il faut faire, écrit Mme Monaghan. Nous devons engager activement les participants dans les jeux de rôle, les discussions en petits groupes et la résolution des problèmes. »

Le service de formation intégrée de l'ONU s'efforce de mesurer l'impact avec de meilleures évaluations pendant le déploiement. Ces évaluations suivent une approche de 360 degrés grâce à des entretiens non seulement avec les gardiens de la paix mais aussi avec les commandants, les collègues et les civils.

En 2018, Jean-Pierre Lacroix, sous-secrétaire général pour les opérations de maintien de la paix, annonce des évaluations plus rigoureuses des performances des soldats, en mettant l'accent notamment sur le commandement et le contrôle, la protection des civils, la conduite et la discipline. L'ONU cherche aussi à évaluer plus rigoureusement la formation avant déploiement en vérifiant l'état de préparation des unités avant qu'elles ne soient

déployées sur le terrain.

« Nous portons beaucoup d'attention à l'amélioration de l'évaluation des performances, déclare M. Lacroix. Nous mettons en œuvre les politiques et les systèmes d'évaluation qui permettront à nous tous, collectivement, de mieux adapter nos efforts pour renforcer le maintien de la paix. »

ACTUALISEZ LA FORMATION

Toute formation est sujette à l'obsolescence. Les soldats formés pour des tâches militaires ont des aptitudes qui diminuent au bout de 60 jours. Après 180 jours en moyenne, ils perdent 60 % de ce qu'ils ont appris, selon l'Institut de recherche de l'Armée de terre des États-Unis pour les sciences comportementales et sociales. « Un gardien de la paix formé dans le passé n'est pas un gardien de la paix formé aujourd'hui », écrit Daniel Hampton du Centre africain pour les études stratégiques.

C'est pourquoi la formation sur le maintien de la paix doit être renforcée régulièrement. L'ONU offre une formation aux forces pendant leur déploiement. Elle a récemment créé des équipes de formation mobiles (MTT) qui se concentrent sur la formation particulière à la mission dans le pays. Par exemple, une MTT spécialisée dans la lutte contre les engins explosifs improvisés pourrait être déployée au Mali pour aider les gardiens de la paix à faire face aux menaces asymétriques.

Mais le problème concernant la perte des aptitudes est fondamental. Les pays contributeurs de soldats peuvent conserver leur capacité de formation seulement s'ils préservent les unités pendant des périodes prolongées et s'ils développent leur propre groupe de formateurs. Ceci est difficile car les unités de maintien de la paix sont en général sujettes à rotation tous les 6 mois, et une grande partie de la formation avant déploiement est conduite par des formateurs internationaux.

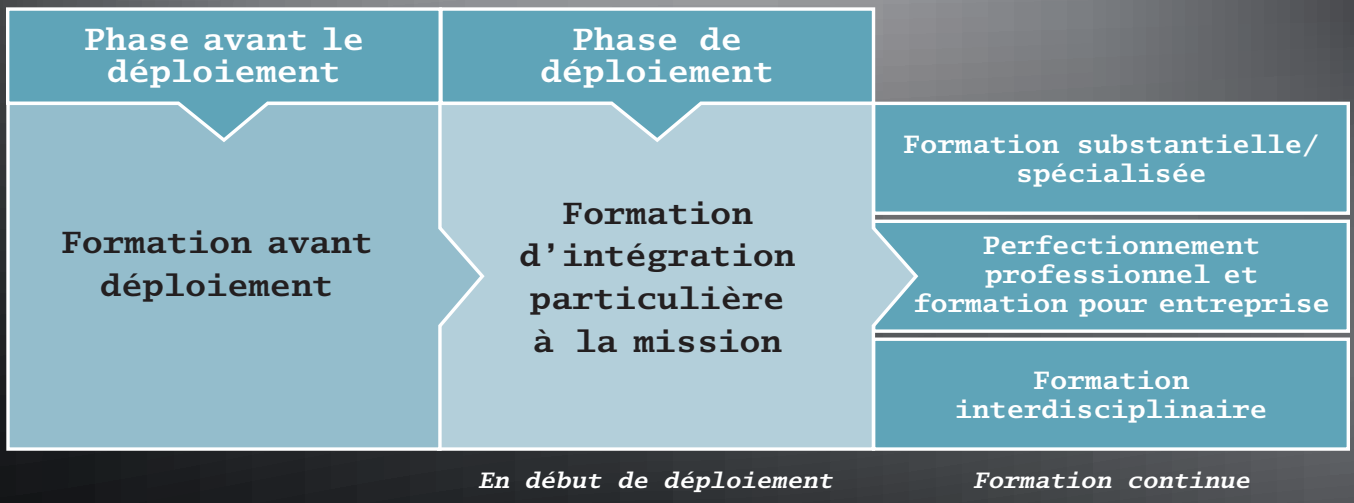
Des organismes tels que l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche ont investi dans des programmes de formation des formateurs pour aider à développer les capacités nationales de formation de maintien de la paix parmi les pays contributeurs de soldats.

« Idéalement, un groupe professionnel de formateurs de maintien de la paix existerait au sein du système [d'éducation militaire professionnelle] d'une force de défense dans une école ou dans un centre de formation de maintien de la paix institué », écrit M. Hampton.

Dans le but d'encourager la continuité, l'ONU a créé le Système de préparation des moyens de maintien de la paix (PCRS). Dans le cadre du PCRS, les pays s'engagent à assurer la préparation des unités pour leur déploiement dans un délai de 60 jours à la suite d'une demande faite par le secrétaire général. Ces unités s'entraînent ensemble, elles possèdent leur propre équipement et elles sont évaluées régulièrement pour assurer une performance élevée.

Ceci permet d'éviter les requalifications répétées, le manque d'équipement et le manque de cohésion. Un responsable de l'ONU a déclaré que les opérations de maintien de la paix ressemblaient à la construction d'une caserne de pompiers après l'incendie de la maison. Ils espèrent que le PCRS changera cette dynamique en améliorant la préparation.

PHASES DE FORMATION POUR LE PERSONNEL DE L'ONU DÉPLOYÉ AVEC LES MISSIONS DE MaintiendelaPaix



Source : Université des Nations unies

Des soldats sénégalais participant à la mission hybride ONU/UA au Darfour s'entraînent au site de l'équipe. UNAMID

« Nous avons maintenant une caserne de pompiers, nous avons un camion de pompiers. Nous avons des capacités qui nous sont affectées et qui peuvent être déployées », déclare le responsable de l'ONU.

GAGNER LES CŒURS ET LES ESPRITS

Les opérations de maintien de la paix sont plus efficaces lorsque la mission gagne la confiance et le soutien de la population locale. Pour cela, il faut une formation spécialisée.

L'un des obstacles principaux empêchant de gagner le soutien des habitants est l'insuffisance de la formation culturelle. Un rapport de 2012-2013 publié par l'ONU sur la formation de maintien de la paix indique que les briefings fournis aux gardiens de la paix sur la sensibilisation culturelle sont insuffisants et qu'une formation plus approfondie est requise.

Le brigadier-général Emmanuel Kotia du Ghana qui a participé à la mission de l'ONU au Liban se souvient que, pendant cette mission, des gardiens de la paix avaient bu de l'alcool en public, ce qui avait provoqué la colère des civils libanais. En outre, l'ONU n'avait pas consulté les chefs locaux au sujet des projets de construction de route, ce qui avait conduit à des retards et des obstructions. Ce genre de faux pas culturel était facilement évitable.

Le général Kotia déclare que les gardiens de la paix, et notamment les officiers, doivent posséder les outils nécessaires pour toucher le cœur du public. « Buvez du thé avec eux, déclare le général Kotia. Invitez-les à des activités sociales et à des tournois sportifs. Ce sont vos partenaires. »

Pour reproduire ces situations, certains instituts de formation de maintien de la paix ont créé des villages fictifs avec des acteurs jouant le rôle de résidents et des scénarios épineux.

La médiation et la gestion des conflits peuvent aussi aider. Les gardiens de la paix bien formés peuvent servir de médiateurs de confiance qui peuvent conclure des accords entre les parties en conflit. L'Institut des États-Unis pour la paix (USIP) par l'intermédiaire de l'ACOTA offre un cours de formation en gestion des conflits pour les gardiens de la paix. Cet institut a formé 5.700 gardiens de la paix à l'aide des exercices empiriques, de la résolution des problèmes basée sur scénario et du jeu de rôle.

Dans une étude de 2017 sur la formation de médiation, l'USIP a constaté que les gardiens de la paix pensaient que c'était l'une des aptitudes les plus utiles qu'ils possédaient pour participer aux missions. Presque toutes les personnes interviewées voulaient davantage de formation sur la sensibilisation culturelle et sur la façon d'utiliser le dialogue pour désamorcer les conflits.

« Si vous partez en mission, vous n'y allez pas pour employer la force », a déclaré un soldat togolais à l'USIP. « En cas de problème ou de conflit quelconque, la première chose que vous devez faire est d'utiliser la négociation. … Vous devez être un bon soldat en parlant aux gens, en essayant de comprendre le problème. » ❑

UN
P
MY FAV

LE CONTE DE DEUX MISSIONS

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU en Côte d'Ivoire et au Liberia offrent des leçons pour faire face aux défis

PERSONNEL D'*ADF*

La Côte d'Ivoire et le Liberia ont plus qu'une frontière en commun. Ces deux pays d'Afrique de l'Ouest ont de récents antécédents de guerre civile et de bouleversement. Ils ont aussi accueilli tous les deux des missions des Nations unies pour le maintien de la paix afin de les aider à se rétablir après les conflits.

La mission des Nations unies au Liberia (UNMIL) a commencé le 19 septembre 2003, immédiatement après la fin de la deuxième guerre civile libérienne, laquelle avait commencé en 1999. La première guerre civile avait fait rage de 1989 à 1996. Le mandat de l'UNMIL consistait à soutenir l'accord de cessez-le-feu, protéger le personnel de l'ONU, les civils et l'infrastructure, protéger le personnel humanitaire et aider à former les officiers de la police nationale et à restructurer les forces armées. Ce mandat était un grand défi pour un pays affecté pendant si longtemps par la violence et l'instabilité.

Une gardienne de la paix du Malawi accueille des enfants pendant l'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire. NATIONS UNIES

Les conditions étaient similaires dans le pays voisin à l'Est du Liberia. L'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (UNOCI) avait commencé le 27 février 2004. Son mandat principal consistait à aider les belligérants à mettre en œuvre l'accord de paix qu'ils avaient signé en janvier 2003.

Chacune des missions fut sujette à des problèmes majeurs pendant son existence. En Côte d'Ivoire, la violence éclata après l'élection nationale de novembre 2010 dans laquelle Alassane Ouattara avait battu le président sortant Laurent Gbagbo, lequel refusait d'abandonner le pouvoir. M. Gbagbo résista à la transition pendant 5 mois en 2011, en employant des soldats et des mercenaires. Les autorités l'arrêtèrent finalement

Un ex-rebelle libérien rend son arme à un gardien de la paix de l'UNMIL lors d'une campagne de désarmement. THE ASSOCIATED PRESS

Des gardiens de la paix sénégalais assurent la sécurité lors d'une visite officielle à Abidjan (Côte d'Ivoire). REUTERS

et M. Ouattara fut inauguré le 21 mai 2011.

Le grand défi de l'UNMIL est survenu moins de trois ans plus tard lorsque l'Ebola est apparu en Afrique de l'Ouest, en semant la terreur et la mort au Liberia, en Guinée et en Sierra Leone. La première épidémie régionale de cette maladie mortelle a affecté 28.600 personnes et tué 11.325. Le Liberia fut le pays le plus touché, avec près de 11.000 cas et 4.810 morts, selon les Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies

Ces facteurs ont assuré que les deux missions soient difficiles, mais elles se sont achevées, d'abord en Côte d'Ivoire le 30 juin 2017, puis au Liberia le 30 mars 2018, après avoir enregistré d'importants succès. On peut beaucoup apprendre de ces deux missions.

L'UNOCI CONFRONTE LA CRISE ÉLECTORALE

En 2002, des soldats ivoiriens avaient essayé de renverser M. Gbagbo, le président de l'époque qui était entré en fonction deux ans auparavant. Le coup d'état avait échoué mais il fut suivi par une rébellion. Les rebelles prirent le nom de « Forces nouvelles ». Ils contrôlaient le Nord de la Côte d'Ivoire et le gouvernement contrôlait le Sud. Le pays fut divisé en deux et les affrontements se transformèrent en guerre civile.

« Entre septembre 2002 et janvier 2003, la guerre civile s'est traduite par des confrontations entre les forces gouvernementales et les rebelles, la capture des villes suivie par les massacres des civils, des attaques d'hélicoptères à l'Ouest, des enlèvements et des assassinats ciblés, et une violence sexuelle à grande échelle », écrit Alexandra Novosseloff pour l'Institut international de la paix (IPI). Des mercenaires du Liberia et de la Sierra Leone, qui combattaient pour les deux côtés, ont donné au conflit une dynamique régionale.

La France est intervenue avec l'opération Licorne au nom des milliers de ses ressortissants qui habitaient dans le pays, et la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) est aussi intervenue militairement. En février 2004, l'ONU a créé l'UNOCI et l'ECOWAS a intégré ses forces au sein de la mission de maintien de la paix.

M. Gbagbo s'accrocha obstinément au pouvoir jusqu'à l'élection présidentielle de 2010, où il fut battu par M. Ouattara. Alors que ces deux hommes

Une unité de police formée du Nigeria se retire alors que la mission des Nations unies au Liberia prend fin en mars 2018. NATIONS UNIES

commençaient chacun à former leur propre administration à Abidjan, le conflit éclata à nouveau, causant 3.000 morts et un demi-million de personnes déplacées internes ou forcées à s'enfuir du pays, et M. Gbagbo fut enfin arrêté le 11 avril 2011, écrit Mme Novosseloff.

Pendant cette crise post-électorale, les loyalistes de M. Gbagbo ont attaqué les civils de la capitale ainsi que les patrouilles et le quartier général de l'UNOCI. L'UNOCI a travaillé de concert avec les forces de Licorne pour mettre fin à la violence. Deux hélicoptères de l'ONU se sont joints aux hélicoptères d'attaque français pour cibler les entrepôts de munitions de M. Gbagbo. En avril 2011, les forces ivoiriennes ont saisi M. Gbagbo et son épouse, qui ont été transportés à La Haye pour faire face à la justice. Il était le premier ex-chef d'état à être détenu par la Cour pénale internationale. Tous les deux ont été finalement acquittés.

Alors que la mission de l'UNOCI commençait à perdre des effectifs en 2013, son mandat fut prolongé jusqu'en 2017 parce qu'elle devait soutenir une série d'élections en 2015 et 2016.

Des soldats sénégalais participant à l'UNOCI gardent le palais présidentiel lors de la visite du nouveau président Alassane Ouattara en 2011. AFP/GETTY IMAGES

L'UNMIL ET L'UNOCI COOPÈRENT

Les bouleversements en Côte d'Ivoire et au Liberia, et la proximité de ces deux pays, rendaient pratiquement inévitable la coopération entre les deux missions. La frontière commune était un lieu de coopération lors des phases finales de la mission de l'UNOCI. Les deux efforts ont soutenu les gouvernements nationaux pour assurer la sécurité de la frontière, et ont renforcé le partage des informations entre leurs composantes civiles et militaires respectives, selon un rapport de 2013 de Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU de l'époque, au Conseil de sécurité. Il écrit que ces efforts ont eu « un impact positif sur les opérations et l'analyse ».

En fait, à partir de 2005 lorsque la mission voisine des Nations unies en Sierra Leone (UNAMSIL) prenait fin, Kofi Annan, secrétaire général de l'époque, avait demandé au Conseil de sécurité d'autoriser la coopération entre les missions de la Côte d'Ivoire, du Liberia et de la Sierra Leone. Selon l'ONU, cette demande constituait à l'époque une innovation importante pour de telles missions. Après le départ des gardiens de la paix de l'UNAMSIL, un petit contingent de l'UNMIL s'est rendu à Freetown (Sierra Leone) pour assurer la sécurité des tribunaux saisis des crimes commis pendant la guerre civile de ce pays. Cette mission a duré jusqu'en 2012.

> « Je suis convaincue que la présence continue de l'UNMIL a rassuré la population, et le fait que nous avions des bureaux dans tout le pays a réellement contribué à regrouper les acteurs qui devaient travailler ensemble. »
>
> **~ Karin Landgren**
> *Sous-secrétaire générale des Nations unies*

Pour maintenir un nombre adéquat de soldats au Liberia, le Conseil de sécurité a légèrement augmenté la limite des effectifs de l'UNMIL.

L'UNOCI et l'UNMIL se sont concentrées sur la sécurité et le contrôle des frontières, en renforçant l'autorité de l'état et en assurant le retour et la réintégration durables des personnes déplacées. Les troupes de l'UNMIL ont conduit des patrouilles terrestres et aériennes aux frontières de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et de la Sierra Leone. Ces patrouilles, appelées respectivement opérations Mayo, Seskin et Loko, ont servi de modèle pour les opérations conjointes continues des forces armées des trois pays, selon un article de 2007 du site ReliefWeb.

L'UNOCI et l'UNMIL ont aussi tendu le bras aux réfugiés et aux communautés de l'Ouest de la Côte d'Ivoire et de l'Est du Liberia avec des émissions radio.

La radio de l'UNMIL était notamment l'un des meilleurs atouts de la mission, selon un article des analystes de politique Daniel Forti et Lesley Connolly pour l'IPI. À son apogée, la radio de l'UNMIL émettait

24 heures sur 24 en plusieurs langues et atteignait environ les trois quarts du pays et 80 % de la population. Son succès était tel que, après la mission, l'ECOWAS reprit ultérieurement le contrôle de la station pour continuer les émissions. Ce type de diffusion médiatique s'avèrerait crucial pour le défi le plus difficile affronté par l'UNMIL : l'Ebola.

L'UNMIL FAIT FACE À L'EBOLA

Le Liberia, comme la Côte d'Ivoire voisine, a fait face à des défis presque insurmontables après des années de guerre civile. En 2003, la mission UNMIL possédait 15.000 gardiens de la paix, plus de 1.100 officiers de police et près de 2.000 membres civils, ce qui en faisait la plus grande mission de maintien de la paix à l'époque. L'UNMIL était chargée de rétablir l'état de droit et d'assurer des élections libres et régulières. Mais ni les chefs de l'UNMIL, ni en fait le reste du monde, n'auraient pu prédire le défi qui surviendrait ensuite.

Début 2014, le Liberia fut frappé par l'Ebola, au moment même où l'UNMIL se préparait à partir. Le Liberia, qui possédait l'une des populations de médecins parmi les plus faibles du monde, soit 1,4 médecins pour 100.000 personnes ou une cinquantaine seulement pour ce pays de 4,8 millions d'habitants, devint rapidement victime d'une catastrophe. Mais la présence et la participation de l'UNMIL firent toute la différence alors que la région et le monde organisaient une réponse.

« L'ONU et les autres partenaires ont reconnu très vite qu'il s'agissait de quelque chose de plus grave qu'une simple crise de la santé publique », déclare en 2015 Karin Landgren, sous-secrétaire générale de l'ONU, selon *The Story of UNMIL*.

Les services de santé se sont effondrés et les prix des marchandises ont augmenté, déclare-t-elle, ce qui a conduit à des préoccupations sécuritaires. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence et fait appel à l'armée.

« Je suis convaincue que la présence continue de l'UNMIL a rassuré la population, et le fait que nous avions des bureaux dans tout le pays a réellement contribué à regrouper les acteurs qui devaient travailler ensemble », déclare Mme Landgren. Le soutien de l'UNMIL à la réponse contre l'Ebola, notamment par l'intermédiaire de la mission des Nations unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (UNMEER), peut être considéré comme un modèle.

« Bien que l'UNMEER ait été la mission officielle contre l'Ebola, la structure de l'UNMIL a permis d'accomplir ce que nécessitait l'UNMEER », déclare David Penklis, directeur du soutien de mission, à *The Story of UNMIL*. « Si l'UNMIL n'avait pas fait son travail, l'UNMEER n'aurait pas pu faire le sien. »

La mission de maintien de la paix a été obligée de s'adapter aux exigences de la crise, notamment en abandonnant un exercice de réduction des effectifs. La logistique a été un secteur clé. L'UNMIL a transporté des marchandises expédiées au pays par avion et les a stockées dans des entrepôts sous contrat.

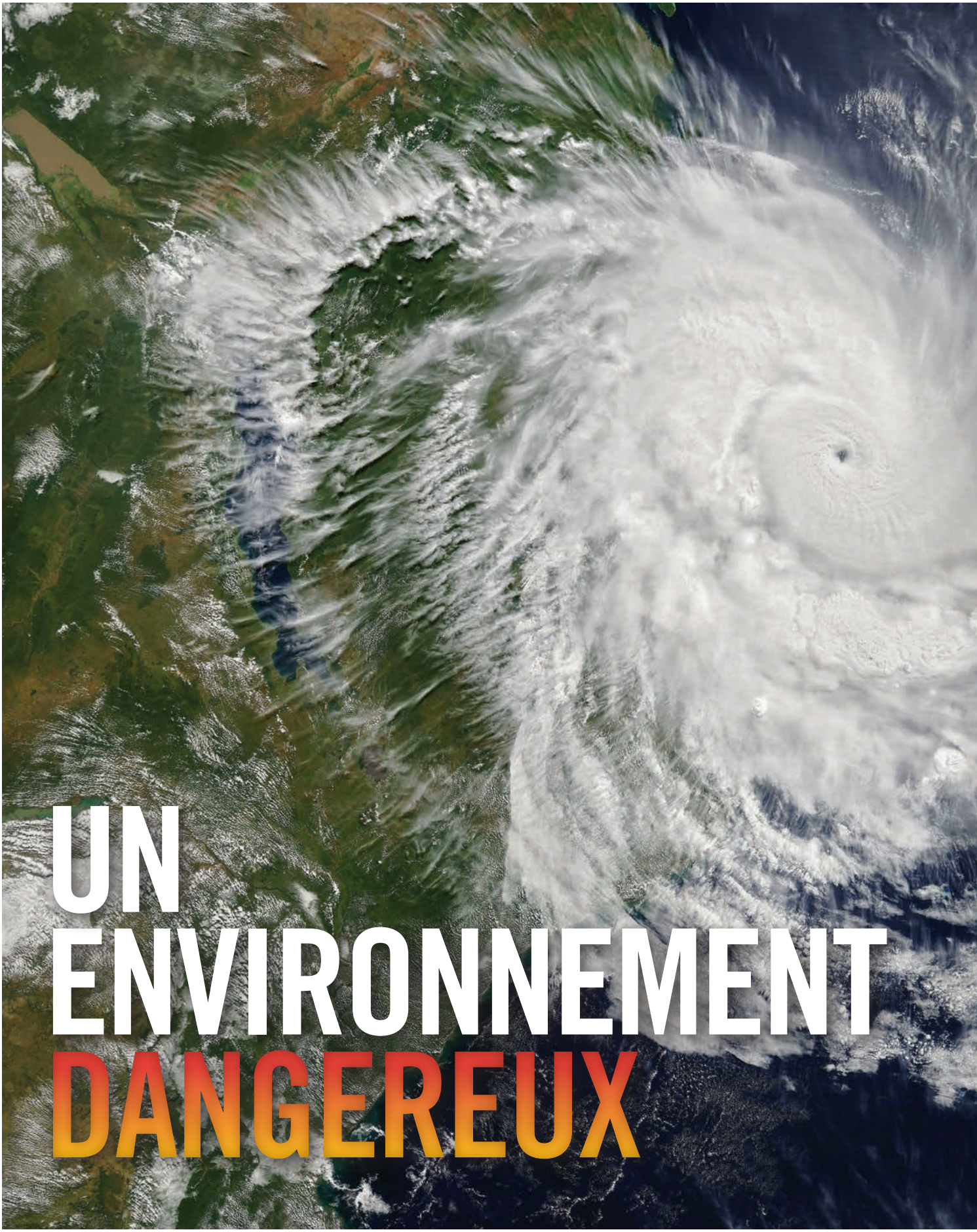
Les efforts de communication de l'UNMIL, notamment par des émissions radio, ont aussi fait une grande différence. La mission a lancé un programme de diffusion médiatique par radio, théâtre et médias visuels pour sensibiliser un public sceptique sur le virus et améliorer la prévention de ce dernier. Les animateurs radio de la mission ont consacré la plupart de leur temps de diffusion à l'éducation du public sur l'Ebola et à sa prévention, notamment avec des bulletins d'informations, des informations de sécurité et des tribunes téléphoniques au cours desquelles les auditeurs ont pu parler aux professionnels de la santé, aux leaders traditionnels et autres.

Les soldats de l'UNMIL patrouillent près des bureaux de vote de Monrovia pendant les élections parlementaires de 2014, qui furent reportées à cause de l'Ebola. AFP/GETTY IMAGES

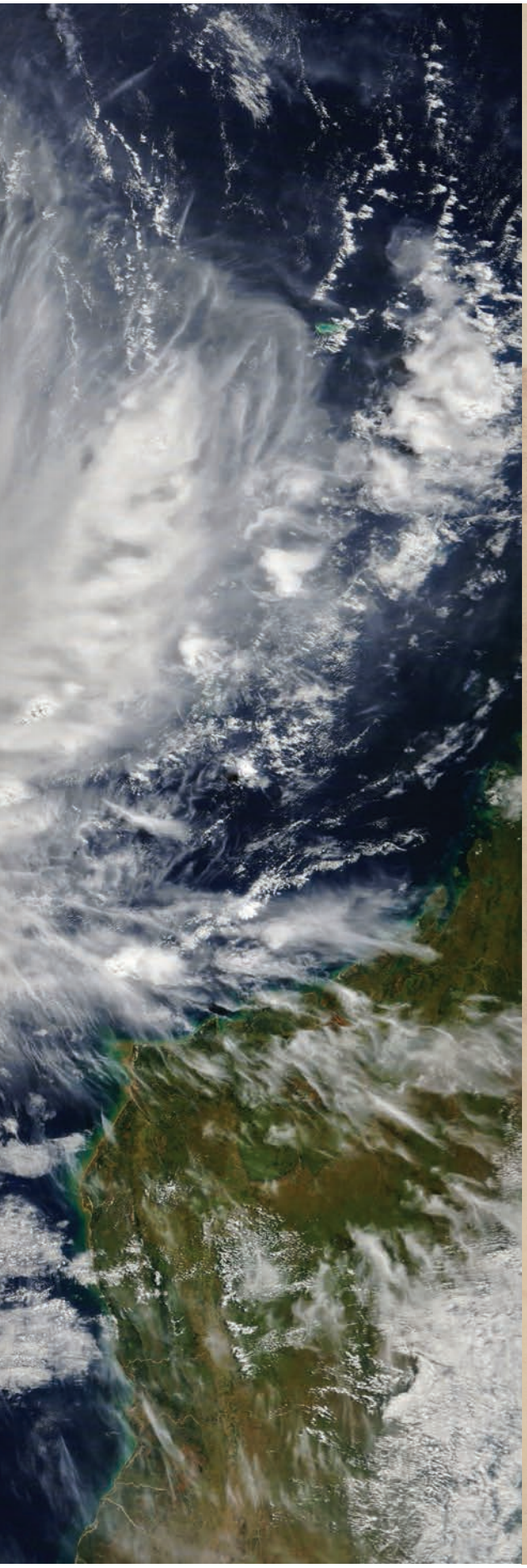
Ce développement de l'éducation s'est accompagné d'une augmentation de la prévention et du traitement précoce, ce qui a réduit le risque de propagation de la maladie.

Aujourd'hui, les conditions ne sont pas parfaites en Côte d'Ivoire ou au Liberia, mais les deux missions de maintien de la paix ont quitté ces deux pays qui sont prêts à bénéficier de leur potentiel et de leur succès. La Côte d'Ivoire est une puissance économique d'Afrique de l'Ouest qui a enregistré une croissance économique de 7,6 % en 2017, selon la Banque mondiale.

Au Liberia, Dee-Maxwell Saah Kemayah, Sr., ambassadeur du pays en fonction aux Nations unies, écrit pour United Nations Peacekeeping que l'UNMIL a soutenu son pays dans tous les secteurs, depuis le désarmement jusqu'à la réforme judiciaire et aux élections. « Le retrait de l'UNMIL signifie que le Liberia est très bien placé sur la voie de la stabilité durable, la démocratie et la prospérité. » ❑



UN ENVIRONNEMENT DANGEREUX



L'inondation du cyclone Kenneth a emporté des routes et endommagé des maisons à Pemba (Mozambique) en avril 2019. REUTERS

Le cyclone tropical Kenneth, juste avant qu'il ne touche terre
NASA

Les phénomènes météorologiques répétés peuvent aggraver les problèmes de sécurité

PERSONNEL D'*ADF*

Sur un continent sujet à une vaste gamme de catastrophes écologiques, le cyclone tropical Idai s'est fait remarquer. Cette tempête exceptionnellement dévastatrice a frappé l'Afrique du Sud-Est le 15 mars 2019, en s'acharnant sur le Mozambique mais aussi sur le Malawi et le Zimbabwe voisins.

La tempête pourrait être la plus grande catastrophe qui ait jamais frappé l'hémisphère austral, selon les Nations unies. Un mois après le passage du cyclone, il est estimé que 3 millions de personnes nécessitaient une assistance humanitaire, plus de 1.000 personnes avaient perdu la vie et des centaines d'autres étaient portées disparues, selon un reportage de Mercy Corps.

Le 25 avril 2019, le cyclone Kenneth frappe la côte du Mozambique, cette fois-ci au Nord-Est du pays. Idai était survenu au moment où le pays allait commencer sa saison de récoltes. Kenneth s'accompagne de pluies fortes et d'inondations à Pemba, ville de 200.000 habitants dans la province de Cabo Delgado. En date du 28 avril, cette tempête a tué cinq personnes et détruit des maisons. La pluie a inondé une région sujette aux glissements de terrain et aux inondations, ce qui a fait craindre aux résidents la crue des eaux des fleuves et l'inondation d'une vaste zone, selon *The Guardian* du Royaume-Uni. La province est depuis quelque temps la cible d'attaques mortelles par des militants.

Deux tempêtes en moins de deux mois, dans l'un des pays les plus pauvres du monde. L'une perturbe l'industrie agricole du pays. L'autre frappe une région abritant déjà une insurrection

Des soldats kényans combattent un incendie le 1er mars 2019 dans le parc national du mont Kenya. Le temps sec a causé cet incendie d'environ 14.000 hectares. GETTY IMAGES

violente. Leurs résultats combinés, et ceux d'événements similaires ailleurs en Afrique, peuvent exacerber les tensions existantes et paralyser des états déjà fragiles.

DES MENACES VARIÉES

Le climat catastrophique et les phénomènes écologiques sont fréquents dans l'ensemble du continent. Ils ne sont pas tous liés à des cyclones mortels.

En Sierra Leone en août 2017 par exemple, de fortes pluies ont fait glisser la boue du mont Sugar Loaf. Elle est tombée sur des maisons de Freetown où des centaines de personnes dormaient. « Nous étions à l'intérieur. Nous avons entendu la coulée de boue s'approcher », a déclaré à la BBC une femme appelée Adama. « Nous avons essayé de nous échapper. J'ai tenté de saisir mon bébé mais la boue était trop rapide. Elle était vivante lorsqu'elle a été recouverte. Je n'ai pas vu Alhaji, mon mari. Mon bébé avait à peine 7 semaines. »

Selon un rapport des Nations unies, une famine liée à la sécheresse d'Afrique de l'Est entre 2010 et 2012 a causé le décès de 260.000 personnes, et cela uniquement en Somalie. La moitié d'entre elles étaient de jeunes enfants. La sécheresse et la famine sont fréquentes dans cette région. Les famines meurtrières d'Éthiopie, pays voisin, se produisent depuis au moins un millier d'années.

De tels dangers environnementaux, ainsi que les inondations, les incendies et autres événements, peuvent perturber la capacité d'une population à pratiquer l'agriculture de subsistance pour subvenir à ses besoins. Ils peuvent aussi provoquer une migration massive des populations d'une région à une autre. Ce genre de perturbation peut faire pression sur les gens et les ressources, et créer des conflits ou exacerber les tensions existantes.

Les gouvernements et les forces de sécurité ne peuvent pas prévenir les phénomènes climatiques, mais ils peuvent être conscients des tendances écologiques et de la façon dont ces tendances affecteront probablement certaines régions et certaines populations.

Des études montrent que les phénomènes météorologiques ne provoquent pas les conflits, mais qu'ils peuvent les déclencher ou les accélérer.

Les gouvernements et les forces de sécurité, qui savent où les conflits se sont manifestés à des époques particulières, peuvent s'attendre à ce qu'ils réapparaissent lorsque des conditions similaires surviennent. Par exemple, les pastoraux d'une région spécifique peuvent avoir tendance à se déplacer vers un territoire agricole à la recherche d'eau pour leur bétail pendant les périodes de sécheresse.

LE BASSIN DU LAC TCHAD

L'Institut d'études écologiques et énergétiques, organisme américain à but non lucratif engagé à promouvoir des sociétés durables, indique deux menaces internationales majeures provenant des changements écologiques durables : les migrations massives entraînant des réfugiés et des déplacés internes, et les conflits axés sur les ressources d'eau.

Lorsqu'un phénomène écologique majeur se produit, il peut provoquer la fuite de milliers de personnes vers une autre région ou même un autre pays. En Afrique, un

Les gouvernements et les forces de sécurité ne peuvent pas prévenir les phénomènes climatiques, mais ils peuvent être conscients des tendances écologiques et de la façon dont ces tendances affecteront probablement certaines régions et certaines populations.

Des pêcheurs tchadiens raccommodent leurs filets dans l'île Midikouta sur le lac Tchad. Le lac est depuis longtemps une source d'eau et de poisson pour les communautés avoisinantes.

AFP/GETTY IMAGES

exemple très clair de cela concerne les pays du bassin du lac Tchad : le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria. Le lac Tchad lui-même a baissé d'environ 90 % au cours des 50 dernières années. Historiquement, le lac était une planche de salut pour la région grâce à l'agriculture, la pêche et l'élevage du bétail.

« Cette réduction massive du lac a conduit à un manque de disponibilité de l'eau, à une baisse de la production agricole des communautés avoisinantes, et à une hausse de la mortalité du bétail et du poisson », écrit Abdoul Salam Bello pour Atlantic Council. « En outre, avec l'accroissement de la population humaine qui dépend de l'écosystème du lac pour sa survie, le défi posé par la réduction des ressources d'eau douce devient de plus en plus difficile à relever. »

L'importance du lac pour la région ne peut pas être exagérée. Environ 700.000 personnes vivaient autour du lac Tchad en 1976, mais ce chiffre est passé à 2,2 millions aujourd'hui, car la sécheresse et les mauvaises conditions de vie qui sévissent dans d'autres régions forcent les gens à venir, selon un rapport d'adelphi, groupe de réflexion qui se concentre sur le climat, l'environnement et le développement. Il est anticipé que ce chiffre atteindra 3 millions en 2025, et que 49 millions dépendront des ressources du lac.

Avant que le groupe d'insurgés islamistes Boko Haram ne devienne une menace sécuritaire pour la région, le commerce transfrontalier des produits, du poisson et autres marchandises prospérait dans le bassin du lac Tchad, et ce malgré l'absence d'un soutien gouvernemental.

Pour comprendre comment l'environnement affecte la sécurité, il faut considérer la façon dont il interface avec différents facteurs de risque tels que l'économie et les stresseurs sociaux et politiques. L'étude d'adelphi mentionne trois risques liés à la fragilité climatique :

- **Le conflit et la fragilité accroissent la vulnérabilité :** Le conflit en cours avec Boko Haram sape la résilience, y compris la capacité de la population à s'adapter aux changements écologiques.
- **Les conflits pour les ressources naturelles :** L'environnement peut intensifier les conflits axés sur les ressources naturelles, en particulier les disputes concernant l'utilisation du terrain et de l'eau par les bergers et les agriculteurs.
- **L'insécurité des moyens de subsistance et le recrutement des groupes armés :** Lorsqu'un pourcentage élevé de la population, notamment les jeunes, ne peuvent pas trouver d'emploi, ils peuvent être plus facilement recrutés par un groupe extrémiste ou une milice armée.

Lorsque ces risques de fragilité sont réunis, ils peuvent créer une chaîne de rétroaction automatique entre l'augmentation de l'insécurité des moyens de subsistance, la vulnérabilité face aux changements écologiques, et le conflit et la fragilité. Le conflit rend les communautés plus vulnérables aux changements écologiques, ce qui à son tour exacerbe la concurrence pour des ressources naturelles plus rares. « S'il n'est pas rompu, ce cercle vicieux menace de perpétuer la crise en cours et forcer la région à continuer sur la voie du conflit et de la fragilité », selon l'étude. ❑

LES SOLDATS PRENNENT EN CHARGE L'ACTION CIVIQUE

ILLUSTRATION D'*ADF*

QUE CE SOIT LE LABOURAGE DES CHAMPS OU LA RÉPARATION DES USINES DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES, LES SOLDATS REDÉFINISSENT LEUR RÔLE

PERSONNEL D'*ADF*

Dans la région centrale d'Afrique du Sud, le Vaal est une catastrophe écologique qui menace la santé des 19 millions de résidents qui vivent en aval. Son destin est entre les mains d'improbables guerriers écologiques : la Force nationale de défense d'Afrique du Sud (SANDF).

En Septembre 2018, la commission des droits humains d'Afrique du Sud a inspecté cette rivière à la suite d'allégations selon lesquelles 150 millions de litres d'eaux usées non traitées y étaient déversés quotidiennement. Selon un reportage de TimesLIVE, la commission a déclaré : « L'inspection du site a révélé une violation 'prima facie' [apparente] des droits d'accès à l'eau propre et à l'environnement propre, et de la dignité humaine. » La possibilité d'une épidémie de choléra est une préoccupation particulière, selon les responsables.

Le major-général TT Xundu de la SANDF déclara que l'évaluation conduite par son équipe indiquait que les usines de traitement des eaux usées et les sous-stations ne fonctionnaient pas correctement.

« Il y a des fuites et des ruptures de canalisation, et tout cela menace le bien-être des résidents », a déclaré le général Xundu à TimesLIVE. « Nous allons examiner nos capacités techniques limitées et déterminer ce que nous pouvons faire pour porter assistance, notamment au niveau des sous-stations et des usines de traitement. »

Des soldats participent aux opérations de sauvetage à la suite du cyclone mortel qui a frappé le Zimbabwe en mars 2019. THE ASSOCIATED PRESS

Les soldats avaient un avantage sur les ingénieurs civils : ils pouvaient se défendre contre les voleurs. « L'ensemble de la région sera déclaré zone militaire pour que les forces armées puissent pénétrer dans la zone et la sécuriser, en s'assurant que l'équipement qui y sera utilisé ne sera ni volé ni vandalisé », a déclaré le général Xundu.

Les responsables avaient espéré résoudre le problème dans un délai d'un an. En date d'avril 2019, les ingénieurs ont découvert de nouvelles sources de pollution dans la rivière, en plus des usines de traitement endommagées.

DES SPÉCIALISTES DU SAUVETAGE

La SANDF a des années d'expérience dans la gestion des problèmes écologiques, mais elle a surtout été un acteur clé dans les catastrophes d'origine climatique. Les inondations étant devenues un problème quasi-annuel en Afrique australe, la SANDF possède quelques-unes des équipes de sauvetage les plus expérimentées du continent.

La réponse aux inondations du Mozambique en 2013 caractérise typiquement sa façon d'affronter les crises. L'armée de l'air d'Afrique du Sud a d'abord fourni une capacité de pont aérien à Gift of the Givers, groupe d'aide aux sinistrés. Les avions de transport C-130 de la SANDF ont expédié plus de 136 tonnes de nourriture. Le site defenceWeb déclare que le déploiement de la SANDF incluait des plongeurs de la marine, des hélicoptères Oryx avec leur équipage et des infirmiers de soins de santé primaires, des diététiciens et des responsables de la santé environnementale du service de santé des forces armées d'Afrique du Sud. Après avoir achevé les opérations de recherche et de sauvetage des victimes des inondations, l'armée de l'air commença à distribuer la nourriture par voie aérienne.

Le colonel Andre Pieterse déclare au journal sud-africain *Beeld* qu'au cours d'une seule opération la SANDF a secouru au moins 500 personnes des eaux déchaînées du fleuve Limpopo au Mozambique. Cette action a nécessité l'utilisation de treuils pour lever les gens qui étaient montés sur les toits et dans les arbres.

Un officier de la SANDF déclare à *ADF* que dans les pays voisins de l'Afrique du Sud, les civils en sont venus à considérer le personnel de la SANDF comme des secouristes plutôt que des soldats traditionnels.

DES SOLDATS ÉCOLOGIQUES

L'Afrique du Sud n'est pas le seul pays à utiliser ses forces armées de façon innovante. Au 21ème siècle, les soldats commencent à découvrir que la protection et la restauration de l'environnement sont des éléments clés du maintien de la paix, de la prévention de la guerre et de la protection des civils.

En 2019, la secrétaire kényane à la Défense Raychelle Omamo déclare que les Forces de défense du Kenya (KDF) utiliseront la protection de l'environnement comme première ligne de défense pour résoudre les conflits axés sur les ressources, tels que ceux entre les agriculteurs et les bergers.

Auparavant, déclare Mme Omamo, les soldats étaient déployés dans certaines régions du pays pour rétablir l'ordre et la stabilité entre ces deux groupes en conflit pendant les époques de sécheresse.

« La dégradation de l'environnement et les effets destructeurs du changement climatique jouent le rôle de multiplicateurs de l'insécurité et du conflit et rendent plus crédibles les liens durables entre la paix, la bonne gouvernance et la protection de l'environnement », déclare-t-elle selon un reportage du site News Ghana.

Mme Omamo déclare que les Forces armées du Kenya ne sont pas limitées à la protection du pays contre les agressions externes. Elle dit que leur rôle peut aussi être interprété pour inclure la protection contre les menaces cycliques de la famine, des maladies et de la perturbation des moyens de subsistance due aux conditions climatiques extrêmes. Le général Samson Mwathethe, chef des forces de défense du Kenya, déclare que cette approche continue à porter ses fruits, mais qu'il faut faire plus.

« Les KDF tendent le bras aujourd'hui pour tenter d'établir des partenariats afin d'améliorer la sécurité et la santé du monde pour les générations présentes et futures », déclare-t-il selon un reportage de News Ghana.

Le Nigeria prend aussi des mesures pour faire face aux défis écologiques. Le pays est réputé avoir les pires problèmes de déforestation de la planète. La Nigerian Conservation Foundation déclare que le Nigeria a perdu 96 % de sa couverture forestière naturelle. Une cause importante en est l'abattage illégal des arbres de bois précieux utilisé pour fabriquer les meubles destinés au marché chinois.

Les responsables des Forces armées du Nigeria déclarent qu'ils font face à un problème additionnel : essayer de protéger l'environnement des plantes et des animaux tout en empêchant ledit environnement de devenir un sanctuaire pour les criminels, les kidnappeurs et les terroristes.

En mars 2019, l'armée nigériane annonce une mesure radicale pour aider à préserver la faune

LES NEUF JOURS D'UNE MISSION DE SAUVETAGE

Un hélicoptère Oryx de la Force nationale de défense d'Afrique du Sud effectue une opération de largage de secours dans une zone inondée du centre du Mozambique en mars 2019. AFP/GETTY IMAGES

En mars 2019, le cyclone tropical Idai frappe l'Afrique australe, en traversant lentement le Mozambique, le Zimbabwe et le Malawi pendant 5 jours. Idai, qui est l'un des cyclones les plus meurtriers de l'histoire, cause la mort de plus de 1.000 personnes, avec des milliers d'autres portées disparues. Le bilan des victimes pourrait ne jamais être connu.

Après la tempête, la Force nationale de défense d'Afrique du Sud (SANDF) participe aux efforts de sauvetage au Malawi et au Mozambique. Voici le rapport de la SANDF selon defenceWeb :

Vendredi 15 mars : La SANDF amène par avion une équipe de spécialistes dans les zones inondées pour évaluer le type d'assistance humanitaire qui est nécessaire.

Samedi 16 mars : Suite au succès de l'évaluation dans les deux pays, la SANDF déploie une équipe de 10 militaires spécialistes de la santé avec les forces aériennes de recherche et de sauvetage du Malawi. Le même jour, un hélicoptère moyen de manœuvre Oryx et un avion de transport léger CASA-212 sont aussi envoyés au Malawi.

Dimanche 17 mars : Malgré la persistance des pluies et du vent au Mozambique, la SANDF réussit à transporter une première équipe pour préparer l'arrivée des secouristes humanitaires. Les responsables déploient deux hélicoptères Oryx en service continu. Ils déploient un hélicoptère léger A109 pour la recherche et le sauvetage, un C-212 pour le transport du personnel et de l'équipement et un aéronef PC-12 pour les missions de reconnaissance.

Lundi 18 mars à samedi 23 mars : La SANDF envoie dans la région 82 personnes, notamment des spécialistes médicaux, des transporteurs de cargaison et des équipages. Ce personnel inclut aussi des psychologues et des écologistes. La SANDF envoie deux avions cargo lourds dans les deux pays pour livrer les fournitures médicales, la nourriture et l'équipement. Pendant ces six jours, la SANDF sauve 417 personnes, fournit une assistance à 11 personnes souffrant d'une condition médicale critique et transporte par avion 30 personnes vers des installations médicales.

sauvage du pays. Les responsables militaires annoncent qu'ils prévoient de créer des « mini-zoos » et parcs de faune sauvage dans tous les camps militaires pour protéger les plantes et les animaux menacés.

Le major-général Adekunle Shodunke déclare que ces zoos et ces parcs serviront aussi d'espaces récréatifs pour le personnel militaire. Il demande aux responsables du service des parcs nationaux du Nigeria d'aider à développer « l'écotourisme dans les zoos et les parcs et à assurer leur conformité aux normes internationales », selon un reportage de Vanguard Media. Le service des parcs s'est engagé à soutenir ces zoos de base.

LE MANDAT DU RWANDA

Les Forces rwandaises de défense (RDF) déclarent que l'engagement civique est une pierre angulaire de ses activités. « Les RDF

Les gens courent après avoir obtenu des vivres d'un hélicoptère de la Force nationale de défense d'Afrique du Sud après le passage du cyclone Idai au Mozambique en mars 2019. REUTERS

ont le mandat de soutenir et de seconder les efforts du gouvernement visant à la réduction de la pauvreté, au développement de l'infrastructure, à la fourniture des soins de santé, à l'éducation et autres activités destinées à affronter les défis affectant la sécurité humaine », déclarent les RDF dans une annonce de presse de 2019. Vers la mi-avril 2019, les RDF lancent leur programme d'attention civile de 2019, selon lequel l'équipement médical et agricole et l'outillage technique sont envoyés dans les régions pauvres du pays. Le personnel médical rwandais offre aux malades un traitement gratuit alors que d'autres labourent des champs et construisent des maisons. Ce programme annuel dure environ six semaines.

L'agence de presse rwandaise Taarifa déclare qu'on estime que le programme traiterait 138.000 patients tout en améliorant aussi le système sanitaire. L'agence déclare que le personnel militaire prévoyait de construire 1.141 maisons pour « les citoyens les plus vulnérables du pays ». Les soldats prévoyaient aussi de cultiver 11.139 hectares de terre arable tout en réservant 45.300 hectares pour contrôler l'érosion du sol et protéger l'environnement.

LES LEÇONS DE L'AMISOM

Certaines des tâches civiques entreprises par les groupes militaires proviennent des efforts de maintien de la paix. La mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), qui en est à sa 12ème année d'existence, en offre un exemple concret. Il s'agit de l'opération de soutien de la paix la plus longue et la plus vaste de l'Union africaine et ses résultats ont été très étudiés. Des articles de recherche ont documenté les leçons tirées de cette opération, et la façon dont elles peuvent être employées dans l'ensemble du continent.

L'AMISOM avait pour mandat d'aider et de protéger les dirigeants politiques de la Somalie, de restaurer les forces de sécurité du pays, de soutenir les élections et de fournir une assistance humanitaire. Ces efforts humanitaires ont évolué dans le sens d'une communication avec les groupes civils et gouvernementaux pour qu'ils cherchent des moyens de s'entraider.

En avril 2019, l'AMISOM et les groupes civils de Somalie décident de créer des programmes qui responsabiliseront les citoyens afin qu'ils participent à la vie publique du pays.

L'AMISOM signale qu'elle travaille étroitement avec les principaux acteurs somaliens pour assurer que le transfert de la responsabilité sécuritaire aux forces nationales somaliennes s'effectue sans difficulté et que les gains déjà acquis du processus de stabilisation soient préservés.

« Nous voulons que vous preniez le relais, et l'AMISOM est prête à aider le peuple somalien à améliorer la qualité de vie du pays », déclare Francisco Madeira, chef de l'AMISOM. ❑

UNE CHAMPIONNE DE FOOT CAMEROUNAISE

ouvre une académie pour jeunes filles

VOICE OF AMERICA

La première championne de foot du Cameroun a ouvert une académie pour enseigner ce sport aux jeunes filles. L'académie est la première de ce type dans le pays, où le football est toujours considéré essentiellement comme un sport de garçons.

Gaëlle Enganamouit, championne de football âgée de 27 ans, n'a jamais reçu de formation officielle. Mais elle déclare qu'une académie de foot pour jeunes filles permettra de transformer les footballeuses camerounaises en championnes mondiales.

« L'objet de cette fondation est de promouvoir le football féminin pour que nous puissions constater son impact, déclare-t-elle. Ici en 2016, j'ai été très impressionnée par la Coupe de l'Afrique. Je me suis dit : j'ai l'opportunité d'ouvrir cette fondation ; je peux le faire. »

Lorsqu'elle était jeune, Mme Enganamouit était passionnée de foot. Sa famille rejetait son amour du jeu parce que le football était considéré comme un sport pour les garçons. Mais la détermination de Mme Enganamouit lui permit de jouer au niveau national et aussi avec un club norvégien.

Gaëlle Enganamouit poursuit le ballon lors d'un match contre la Chine dans la Coupe du monde. REUTERS

Ghislain Bebben, l'un des entraîneurs qui sélectionnent les joueuses pour l'académie, déclare qu'il est impressionné par le talent qu'il constate.

« J'ai été surpris aujourd'hui, et je suis très heureux parce que je me suis entraîné avec mes jeunes sœurs, et toutes ces filles ont beaucoup de talent, déclare-t-il. Donc, grâce à cette académie fondée par Gaëlle, je pense que ces jeunes filles recevront un bon entraînement et qu'elles vont démontrer un grand talent. »

Frank Happi, gestionnaire de la Rails Football Academy, déclare qu'ils choisiront 18 joueuses pour chaque tranche d'âge. Il déclare que le programme d'entraînement qui a été préparé n'entre pas en conflit avec les progrès scolaires des jeunes filles. Il dit qu'une éducation formelle sera cruciale, non seulement dans la vie de ces jeunes filles, mais aussi dans leur carrière de footballeuse professionnelle.

Des bandes dessinées METTENT EN VALEUR les récits africains

PERSONNEL D'*ADF*

Pour « mettre en valeur les meilleurs récits africains », des artistes et des écrivains font équipe pour publier des bandes dessinées sous forme imprimée et en ligne. Ils expérimentent aussi avec des produits utilisant la réalité augmentée.

Les Nigérians Ziki Nelson et Tolu Foyeh, ainsi que l'Ougandais Hamid Ibrahim, ont lancé Kugali Media, basée à Londres et à Lagos (Nigeria). Ces trois hommes ont tous moins de 30 ans. Leur produit phare, *Kugali Anthology*, est une collection de bandes dessinées créées par des collaborateurs provenant de tout le continent et de la diaspora.

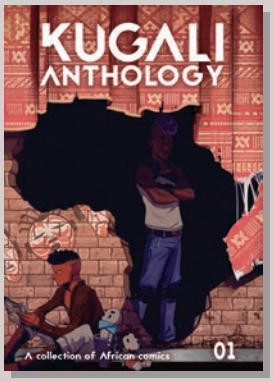
Ils font aussi des tests avec la réalité augmentée (RA) qui est similaire à Pokémon Go, jeu téléchargé sur les téléphones intelligents qui combine les éléments visuels des caractères d'infographie et l'environnement de l'utilisateur.

« Pour le moment, nous recherchons des moyens d'utiliser la RA pour améliorer l'expérience de lecture des bandes dessinées, ainsi que pour recréer une expérience traditionnelle de conte d'histoire avec un griot ou un aîné qui apparaît devant vous en RA et vous raconte une histoire traditionnelle », déclare M. Nelson dans son e-mail à *ADF*. « Nous nous intéressons aussi aux films et à l'animation, et notre but est d'adapter nos bandes dessinées à ces médias. »

La plupart de leur contenu est publié en anglais, mais un livre a été traduit en français. Ces livres peuvent être commandés sur le site www.kugali.com. La société a aussi lancé un service d'abonnement en 2019.

Bien que leur audience cible soit africaine, ils espèrent atteindre un lectorat plus vaste.

« Beaucoup d'histoires que nous racontons pourraient trouver auprès des Africains un écho que les gens qui ne connaissent pas la culture pourraient ne pas comprendre, écrit M. Nelson. Mais en fin de compte, une bonne histoire devrait transcender les frontières et les cultures. »



AFP/GETTY IMAGES

Le Sénégal inaugure le Musée des civilisations noires

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Le Sénégal a ouvert son nouveau Musée des civilisations noires de 34 millions de dollars dans sa capitale de Dakar. L'ouverture fait suite à des demandes du Sénégal et d'autres pays africains pour que la France restitue les œuvres d'art qu'elle avait pillées pendant l'époque coloniale.

Parmi les premières expositions temporaires qui seront présentées, on compte des œuvres d'artistes du Mali et du Burkina Faso, ainsi que de Cuba et d'Haïti.

L'idée d'établir ce musée remonte à l'époque du défunt poète-président Léopold Sédar Senghor il y a plus de 50 ans. Avec l'écrivain martiniquais Aimé Césaire, M. Senghor était une force créatrice soutenant la philosophie de la Négritude, qui défendait la culture, l'héritage et l'identité noirs.

Le musée sera un laboratoire créateur pour aider à définir le sens d'identité du continent. Les directeurs du musée espèrent qu'ils « pourront transformer le Sénégal en capitale intellectuelle et culturelle du monde noir ».

« Ce musée est un pas en avant pour nous », déclare à la BBC Amadou Moustapha Dieng, journaliste artistique sénégalais. « Je sais qu'il existe d'importantes reliques que je ne peux voir que si je voyage à l'étranger, mais ici aujourd'hui nous pouvons récupérer ces reliques et les Africains peuvent y venir et voir ce qu'était leur histoire. »

Le Musée des civilisations noires a changé le paysage du centre-ville de Dakar.

Son architecture circulaire s'inspire des maisons traditionnelles du Sud du Sénégal. Le site a près de 3.700 mètres carrés d'aire d'exposition.

Fin 2018, un rapport commandé par le président français Emmanuel Macron a recommandé que les trésors africains pris sans permission soient renvoyés à leur pays d'origine.

Le ministre sénégalais de la Culture Abdou Latif Coulibaly a déclaré à la BBC qu'il saluait le rapport français parce que « toutes les œuvres du Sénégal se trouvent en France ».

L'état africain qui a le plus d'objets d'art en France est le Tchad, une autre ex-colonie.

Pearl Thusi
AFP/GETTY IMAGES

NETFLIX RÉVÈLE la première série **africaine** originale

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Netflix lancera sa première série africaine originale en 2020.

Queen Sono est « une série dramatique concernant un agent secret féminin qui lutte contre le crime tout en gérant les crises de sa vie personnelle », selon le magazine *Variety* consacré à l'actualité du spectacle.

L'actrice sud-africaine Pearl Thusi, vedette de la série, déclare que cela « va changer la donne pour tous les artistes du continent ».

Queen Sono est la création du metteur en scène Kagiso Lediga et du producteur exécutif Tamsin Andersson, qui avaient déjà travaillé ensemble sur la comédie romantique *Catching Feelings*.

Netflix prévoit d'investir plus que le budget de production initial de 8 milliards de dollars dans le contenu africain.

« Nous sommes enchantés de créer cette série originale avec Netflix, et nous sommes très enthousiasmés par leur capacité indéniable d'offrir à une audience mondiale cette histoire sud-africaine locale », a déclaré M. Lediga. « Nous pensons que *Queen Sono* ouvrira la porte à d'autres histoires excellentes de cette région du monde. »

AFP/GETTY IMAGES

Le maïs résistant à la sécheresse peut-il **sauver les agriculteurs du Zimbabwe ?**

VOICE OF AMERICA

Les chercheurs prédisent qu'une nouvelle variété de maïs pourra aider les agriculteurs du Zimbabwe à résister à une sécheresse de plus en plus fréquente.

Le centre international d'amélioration du maïs et du blé déclare qu'il s'efforce d'assurer que le Zimbabwe recouvre son ancien statut de producteur agricole prospère et autosuffisant, après une pluviométrie irrégulière qui a récemment affecté la sécurité alimentaire du pays.

Le phénomène météorologique El Niño a nui aux récoltes de l'Afrique australe au cours des dernières années. Mais le centre pense que ses technologies peuvent améliorer la production de maïs des petits agriculteurs, selon Esnath Hamadziripi.

« Ici au Zimbabwe, on s'attend à ce que trois saisons sur cinq soient mauvaises pour les agriculteurs, déclare Mme Hamadziripi. El Niño aggrave cette situation. Il est donc important de produire des variétés qui résistent au climat, parce que le maïs est la culture de base ici au Zimbabwe. Au cours de la saison 2015-2016, nous avons testé nos variétés de maïs dans tout le Zimbabwe et leur rendement était près du double de celui des variétés commerciales en vente sur le marché, donc nous pensons que nos variétés produisent de bons résultats. Nous encourageons en fait les agriculteurs à obtenir des variétés qui ne sont pas affectées par les changements climatiques. »

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a identifié le nouveau maïs résistant aux changements climatiques développé par le centre comme l'une des meilleures innovations en agriculture.

Le Zimbabwe, considéré jadis comme le grenier de l'Afrique australe, a enregistré une forte baisse de sa production agricole au début des années 2000. La production est restée à un niveau bas à cause des troubles politiques et des sécheresses successives.

Le centre du maïs avertit que la plantation d'un type de maïs résistant aux changements climatiques ne pourra pas, à elle seule, aider les agriculteurs du Zimbabwe. Il déclare que les agriculteurs devraient conserver les eaux de pluie qu'ils reçoivent, selon l'agronome Isaiah Nyagumbo.

« Avec l'agriculture de conservation, nous réduisons aussi au minimum le ruissellement hors du système ; cela se traduit pas une réduction de la quantité d'eau qui est déversée dans les fleuves, déclare M. Nyagumbo. Avec cette eau, on perd beaucoup de terre ; par conséquent, grâce à cette agriculture de conservation, nous aidons à arrêter cette érosion en assurant que la terre et l'eau restent en place. »

Les autorités de Hong Kong arrêtent

LES TRAFIQUANTS DE CORNES DE RHINOCÉROS

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Les autorités aéroportuaires de Hong Kong ont arrêté deux hommes accusés de contrebande d'une quantité record de cornes de rhinocéros, d'une valeur de 1 million de dollars.

Les trafiquants accusés voyageaient vers le Viêt Nam en provenance de Johannesbourg (Afrique du Sud). Dans cette saisie, environ 24 cornes de rhinocéros arrachées, pesant 40 kilos, ont été découvertes. C'est la plus grande saisie jamais faite à Hong Kong.

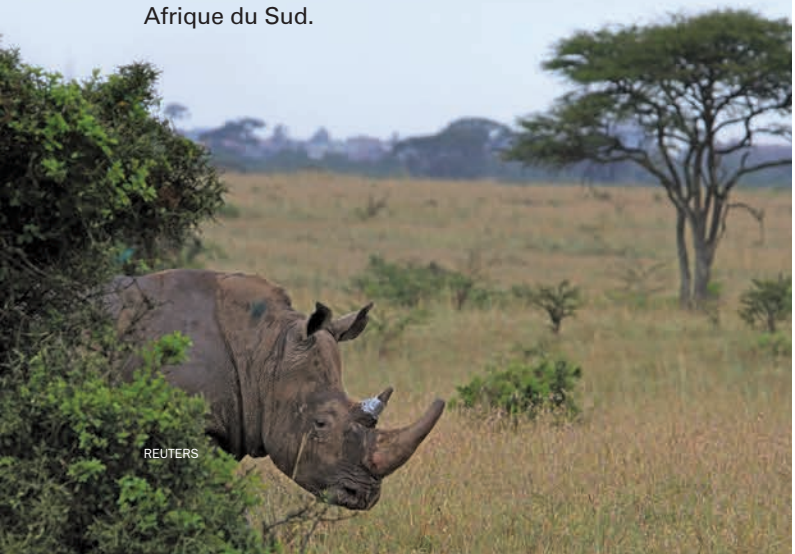
Les officiels des douanes déclarent que la cargaison illégale est arrivée au terminal dans deux boîtes en carton. L'incident s'est produit deux semaines à peine après la saisie de 8 tonnes d'écailles de pangolin et de plus de 1.000 défenses d'éléphant par les autorités de Hong Kong.

Un groupe écologique local déclare que ces cornes de rhinocéros représentaient 20 % de la quantité totale de cornes saisies à Hong Kong depuis 2013. Hong Kong est un point de transit bien connu pour le commerce illicite de la faune sauvage et les groupes de conservation ont exhorté les autorités à réprimer la contrebande.

Les cornes de rhinocéros sont utilisées en Chine et au Viêt Nam dans la médecine traditionnelle, bien qu'elles ne contiennent guère plus que de la kératine, protéine qui est le constituant principal des cheveux et des ongles des humains.

La demande pour les cornes de rhinocéros a encouragé le braconnage des animaux sauvages, particulièrement en Afrique du Sud où vivent environ 80 % de la population mondiale de rhinocéros.

Les groupes de conservation déclarent que le nombre de rhinocéros tués a progressivement diminué depuis 2014, mais que plus de 1.000 rhinocéros continuent à être tués chaque année en Afrique du Sud.



REUTERS

SERVICE DE SANTÉ DU GAUTENG

DES CHIRURGIENS SUD-AFRICAINS

ENTRENT DANS L'HISTOIRE

AVEC DES IMPLANTS DE L'OREILLE IMPRIMÉS 3D

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des chirurgiens d'Afrique du Sud ont effectué avec succès le premier implant mondial des osselets de l'oreille moyenne en utilisant des composants imprimés 3D, selon une université de recherche.

Des chirurgiens implantent des osselets de l'oreille moyenne à l'aide d'une imprimante 3D à l'hôpital académique Steve Biko à Pretoria (Afrique du Sud).

La technique « peut être la solution pour combattre la surdité de transmission, problème de l'oreille moyenne causé par une maladie congénitale, une infection, un traumatisme ou une maladie métabolique », selon une déclaration de l'université de Pretoria.

L'intervention remplace le marteau, l'enclume et l'étrier, les plus petits os du corps qui forment l'oreille moyenne, par des pièces en titane de forme similaire produites avec une imprimante 3D.

« La technologie 3D nous permet de faire des choses que nous ne pensions jamais pouvoir faire », déclare le professeur Mashudu Tshifularo de la faculté de médecine à l'université de Pretoria.

Le professeur Tshifularo a effectué l'intervention sur un homme de 35 ans à l'hôpital académique Steve Biko de Pretoria. L'oreille moyenne du patient avait été défoncée lors d'un accident de voiture.

Puisqu'elle remplace seulement les osselets qui ne fonctionnent pas correctement, cette procédure s'accompagne de beaucoup moins de risque que l'utilisation des implants connus, déclare le professeur Tshifularo.

Le ministre de la Santé Aaron Motsoaledi a promis de « faire tout ce qui est possible pour porter assistance et mobiliser les ressources… pour cette innovation d'une grande portée ».

UN PROJET HYDRAULIQUE DONNE DE L'ESPOIR À UNE VILLE DU MALI

PERSONNEL D'*ADF*

Des enfants boivent l'eau potable provenant d'un nouveau puits à Ménaka (Mali).
OPÉRATION BARKHANE

Les forces armées du Mali ont foré un puits pour fournir de l'eau potable aux écoliers d'une ville très affectée par l'extrémisme. Le projet de Ménaka, près de la frontière avec le Niger, est le plus récent effort du gouvernement malien pour aider à rétablir la paix dans le Nord du Mali.

En octobre 2018, des membres de l'équipe civilo-militaire du Mali soutenus par des soldats de l'opération française Barkhane ont inauguré le puits à l'école Tabangout. Le maire de la ville, les chefs locaux, les membres de la police, les membres de la mission des Nations unies et d'autres dignitaires ont participé à la cérémonie.

Lorsque l'eau a commencé à couler, le maire l'a goûté et a déclaré qu'elle était la « plus pure de Ménaka ». Il a déclaré à la foule que tous auraient désormais la responsabilité de préserver le puits. L'équipe a aussi distribué 350 trousses de fournitures scolaires pour les enfants.

Après la cérémonie, les soldats ont distribué aux enfants des tee-shirts portant les mots imprimés « Nous sommes l'avenir ».

Ménaka, ville du désert d'environ 25.000 habitants et située à 1.200 kilomètres au Nord-Est de Bamako, a été contrôlée par les extrémistes lors de la crise du Mali en 2012. Le groupe islamiste militant Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest avait fermé les écoles, interdit la musique profane et puni sévèrement les violations de la charia. Bien qu'elle soit maintenant libérée, Ménaka a été le site d'affrontements entre des groupes armés différents et elle a été affectée par le banditisme et l'anarchie.

Un rapport de l'ONU de juillet 2018 indique que, du fait de l'insécurité, 650 écoles ont été fermées dans les régions du centre et du Nord du Mali, ce qui a affecté 200.000 enfants.

REUTERS

DES RESPONSABLES CHINOIS **ARRÊTÉS** POUR CORRUPTION **AU KENYA**

PERSONNEL D'*ADF*

Les autorités kényanes ont arrêté 7 dirigeants de la China Road and Bridge Corp. et les ont accusés de soudoyer les investigateurs qui avaient examiné les finances de la ligne ferroviaire, selon un rapport du journal kényan *Daily Nation*.

Le Standard Gauge Railway est un projet de 3 milliards de dollars qui relie les deux villes principales du Kenya : Nairobi et Mombasa. Lancé en 2017 et appelé le « Madaraka Express », il est sujet à controverse à cause des dépassements de coût et des allégations de corruption. Ces arrestations marquent la première fois que des responsables chinois doivent répondre à des accusations liées à la voie ferrée.

Des agents de la Commission d'éthique et anti-corruption ont arrêté trois ressortissants chinois et quatre responsables kényans. Des pots-de-vin d'un montant de 8.800 dollars ont été offerts pour dissimuler une combine visant à commettre des vols et des abus liés aux billets de train. Cette combine aurait pu coûter au chemin de fer 9.700 dollars de perte de revenu par jour.

Un agent du chemin de fer a déclaré que les billets de train étaient tous vendus mystérieusement dès qu'ils étaient mis en vente, mais que ces mêmes billets étaient plus tard vendus sur le marché secondaire.

« Tout le train se remplissait en cinq minutes », déclare l'agent à la *Nation*. « Après être restés tard pendant la nuit et nous être assurés que les clients pourraient se rendre à Mombasa pour les vacances, nous étions forcés de chercher d'autres méthodes de voyage pour eux, y compris les vols aériens aller simple qui sont dix fois plus chers. Plus tard, les petits magasins du centre-ville de Nairobi avaient des réservations pour les mêmes dates, et ils les vendaient à 2.000 shillings [20 dollars] pour la classe économique et 5.000 shillings [49 dollars] pour la première classe. C'est une honte. »

LES ÉTATS-UNIS DONNENT **UNE INSTALLATION** DE COMMANDEMENT ET DE CONTRÔLE **AU NIGER**

PERSONNEL D'*ADF*

Les États-Unis ont remis une installation et des équipements de commandement et de contrôle au Niger pour soutenir sa lutte contre le terrorisme. Ce nœud de 16,5 millions de dollars intégrera les renseignements, la surveillance, la reconnaissance et les capacités existantes des Forces armées nigériennes.

Ce nouveau bâtiment, ainsi que deux centres opérationnels tactiques déployables, des radios et une formation, rationalisera les communications avec le personnel sur le terrain, déclare l'ambassade américaine à Niamey.

« Nous pensons que toutes ces capacités sont cruciales pour aider le Niger à vaincre Boko Haram et les autres organisations terroristes qui souhaitent faire du mal à l'intérieur de ses frontières », déclare Eric Whitaker, ambassadeur des États-Unis au Niger.

Les États-Unis ont donné l'équipement pour la Force de défense des bases à Agadez, quatre compagnies de lutte contre le terrorisme et une compagnie logistique. Les États-Unis ont aussi donné au Niger des véhicules de transport de troupes blindés et des embarcations plates pour aider les forces anti-terroristes à poursuivre les extrémistes.

« La menace du terrorisme augmente toujours et exige que nos forces armées soient innovatrices et tirent profit de tous les moyens pour leur permettre d'anticiper et de réagir rapidement », déclare Bazoum Mohamed, ministre de l'Intérieur, lors d'une cérémonie de transfert, selon l'*Agence nigérienne de presse*.

Cela fait 10 ans que le Niger combat les groupes extrémistes, notamment Boko Haram qui commence à attaquer les réfugiés près de la frontière avec le Nigeria. En mars 2019, Boko Haram a tué 88 civils au Niger et la violence a forcé 18.000 autres personnes à fuir, selon un reportage d'Al Jazeera.

« Dans la situation actuelle, les civils sont pris dans les feux croisés ou sont même spécifiquement ciblés par Boko Haram », déclare Babar Baloch, porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, à Voice of America.

Eric Whitaker (au centre), ambassadeur des États-Unis au Niger, et Bazoum Mohamed (à droite), ministre de l'Intérieur du Niger, participent à une cérémonie commémorant le don de l'installation et des équipements de commandement et de contrôle au Niger. AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS AU NIGER

CHEMINS DE L'ESPOIR

DES FEMMES METTENT EN COMMUN LEURS ÉPARGNES POUR INVESTIR DANS LE BÉTAIL

THOMSON REUTERS FOUNDATION

Pour les femmes appartenant à un groupe d'entraide à Tuluroba (Kenya), l'objectif était simple : utiliser leurs épargnes mises en commun pour acheter du bétail, l'engraisser et le vendre à l'industrie bovine.

Mais il y avait un problème. « Nous n'avions pas de terrain sur lequel le bétail pouvait paître. Et nous ne pouvions pas obtenir de prêt bancaire pour acheter un terrain parce que les femmes n'ont pas de titre de propriété », déclare Fatuma Wario, présidente de ce groupe de 13 membres.

Ceci est courant. Peu de femmes kényanes possèdent des documents de titre foncier, et peu de femmes les obtiennent. Depuis 2013, moins de 2 % des titres fonciers ont été délivrés à des femmes, déclare l'organisme à but non lucratif Kenya Land Alliance en mars 2018.

Puisque les banques conventionnelles exigent un nantissement, en général sous forme de titre foncier, pour accorder un prêt, la plupart des femmes n'ont pas l'opportunité de monter une entreprise.

En fin de compte, les femmes du groupe ont emprunté de l'argent auprès d'un établissement qui prête aux groupes de femmes sans exiger de titre foncier. À sa place, c'est l'argent comptant de leurs épargnes qui garantit le prêt. Dans le cas de Mme Wario, il fallait transférer le compte d'épargne à la banque qui était prête à accorder un prêt de 1.000 dollars. À l'aide de cet argent et d'une partie de leurs économies, « nous avons acheté du bétail et loué un terrain de pâturage ».

C'était en 2017. Ce faisant, le groupe a pu louer 4 hectares de pâturage à un coût annuel de 30.000 shillings kényans (300 dollars).

Le taux d'intérêt annuel du prêt est 12 %. Dans la première année, chaque bête engraissée du troupeau a rapporté un profit de 30 dollars.

Pour le groupe de Mme Wario, la première étape consistait à s'associer au Programme de promotion rurale des innovations financières et des technologies, lequel est financé par le Fonds international des Nations unies pour le développement agricole et par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique. Les responsables déclarent qu'environ 60 groupes de femmes de l'Est du Kenya ont bénéficié de ce programme. Plus de 40.000 femmes kényanes ont bénéficié de prêts sans nantissement. Aucun de ces prêts n'est resté impayé.

En plus des entreprises de bétail, le programme aide aussi les femmes à élever de la volaille et à faire de l'apiculture sur un terrain loué.

Pour obtenir un prêt, la personne doit être un membre actif d'un réseau agroindustriel. Elle peut alors faire demande d'un emprunt à titre individuel auprès d'une institution prêtant aux agriculteurs, auquel cas sa participation dans le réseau agroindustriel sert de nantissement. Elle peut aussi en faire demande à titre collectif : c'est ce qu'a fait le groupe de Mme Wario.

AFP/GETTY IMAGES

L'Éthiopie permet aux réfugiés de travailler

REUTERS

L'Éthiopie a adopté une loi donnant à près de 1 million de réfugiés le droit de travailler et de vivre hors des camps, initiative saluée pour leur fournir plus de dignité et pour réduire leur recours à l'aide étrangère.

L'Éthiopie héberge la deuxième plus grande population de réfugiés africains après l'Ouganda. Elle est l'hôte de plus de 900.000 personnes qui ont fui les conflits, la sécheresse et la persécution des pays voisins tels que l'Érythrée, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan.

Les réfugiés, dont beaucoup ont cherché refuge il y a plusieurs décennies et ont des enfants nés en Éthiopie, sont surtout confinés dans une vingtaine de camps dans le pays. La plupart n'ont pas le droit de travailler.

« Nous sommes heureux d'annoncer que la nouvelle proclamation sur les réfugiés a été adoptée par le Conseil des représentants des peuples de la république démocratique fédérale d'Éthiopie », déclare l'administration éthiopienne pour les affaires relatives aux réfugiés et aux rapatriés. « Nous sommes convaincus que cette nouvelle loi améliorera la vie des réfugiés et des communautés d'accueil. »

REUTERS

Avec un nombre record de personnes forcées à s'enfuir de leur foyer, la plupart des 25 millions de réfugiés du monde sont hébergés par des pays en voie de développement, dans des camps où le manque de fonds les laisse souvent sans nécessités de base telles que la nourriture ou l'éducation.

La nouvelle loi s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'Éthiopie envers le Pacte mondial des Nations unies sur les réfugiés, adopté par les leaders mondiaux pour améliorer l'autonomie des réfugiés et réduire la pression sur les pays hôtes.

La loi permet aux réfugiés de quitter les camps, de suivre les classes des écoles ordinaires et de voyager et travailler dans tout le pays. Les réfugiés peuvent enregistrer officiellement les naissances, les mariages et les décès, et ils auront accès aux services financiers tels que les comptes bancaires. Ceci permettra à davantage de réfugiés de vivre dans les zones urbaines, d'obtenir des permis de travail limités, d'obtenir un accès à la terre arable et d'accroître le nombre d'inscriptions scolaires des enfants.

« La loi aidera les réfugiés à se sentir inclus et à penser qu'ils peuvent contribuer à la société », déclare Dana Hughes, porte-parole de l'agence des Nations unies pour les réfugiés en Afrique de l'Est. « Mais nous devons nous souvenir que les réfugiés ne sont pas les seuls à bénéficier de l'accès à l'éducation et à l'emploi ; cet accès contribue aussi à l'économie et les communautés locales en bénéficient. Une telle législation n'est pas seulement une bonne chose, c'est aussi une chose judicieuse. »

AFP/GETTY IMAGES

UN CINÉMA ITINÉRANT *montre des films en* AFRIQUE CENTRALE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un écran géant s'allume dans un village éloigné de la forêt équatoriale de la République centrafricaine. 200 villageois environ viennent voir des films pendant la soirée, grâce à une équipe de cinéma itinérante dont le but est de divertir et d'informer.

Le Cinéma numérique ambulant cherche à atteindre les habitants des régions d'un pays marqué par la violence.

« Certains sont stupéfaits de voir une voiture ; imaginez donc ce qu'ils pensent lorsque nous projetons des films », déclare Serge Mbilika, journaliste de télévision d'état qui a lancé le programme en avril 2018.

Avant la présentation, M. Mbilika passe l'après-midi à se promener dans les rues du village hôte avec sa caméra compacte, pour filmer les villageois dans leurs activités normales. Cela attire l'attention des gens et permet d'annoncer l'événement de la soirée.

Pendant la présentation, programmée après une heure de musique et de dance, les spectateurs rient lorsqu'ils se voient sur le grand écran.

L'objet principal du cinéma itinérant est de sensibiliser les gens sur les questions telles que les méthodes correctes de se laver les mains, la nécessité des vaccinations et l'éthique des mariages forcés. Un court-métrage met l'accent sur la nécessité de l'éducation des jeunes filles.

M. Mbilika est aussi convaincu que le cinéma peut aider les gens à vivre ensemble avec respect, après la violence entre groupes armés qui s'était transformée en guerre civile en 2012.

L'Unicef et l'Alliance française fournissent l'argent requis pour voyager dans le pays et montrer certains films. La majeure partie de l'équipement provient du Cinéma numérique ambulant Afrique, qui soutient des équipes mobiles dans neuf pays d'Afrique orientale et d'Afrique centrale.

REUTERS

UN QUART DES AFRICAINS SONT MAINTENANT INTERNAUTES

VOICE OF AMERICA

Pour la première fois, la moitié de la population mondiale, soit 3,9 milliards de personnes, utilise l'Internet.

Un rapport de l'Union internationale des télécommunications (UIT) déclare que l'Afrique est la région enregistrant la plus forte croissance : le pourcentage de gens utilisant l'Internet y a augmenté, de seulement 2 % en 2005 à près de 25 % en 2018.

Le site Internetworldstats indique que le Nigeria possède le plus grand nombre d'utilisateurs de l'Internet, avec près de 100 millions, suivi par l'Égypte avec 49 millions et le Kenya avec 44 millions. Le Kenya possède de loin le pourcentage le plus élevé d'utilisateurs : près de 85 % de sa population a accès à l'Internet.

La République démocratique du Congo a enregistré l'un des plus forts taux de croissance de l'Internet dans le continent : d'environ 500 utilisateurs en 2001, le chiffre est passé à plus de 5 millions en 2018. Mais seulement 6 % de la population du pays avait accès à l'Internet en 2018.

L'Érythrée a le taux de pénétration Internet le plus faible : moins de 2 % de sa population y a accès.

Le rapport indique que l'accès aux technologies d'information et de communication et leur emploi dans le monde ont tendance à augmenter. Il note que la plupart des utilisateurs internautes vivent dans les pays développés, où plus de 80 % de la population est en ligne. Mais il précise que l'utilisation de l'Internet augmente régulièrement dans les pays en voie de développement. Elle est passée de 7,7 % en 2005 à 45,3 % en 2019.

En plus des données sur l'utilisation de l'Internet, de nouvelles statistiques montrent que l'accès mobile aux services de télécommunication de base devient plus prépondérant. Esperanza Magpantay, statisticienne principale de l'UIT, déclare que l'accès à la technologie large bande, grande vitesse, mobile ou fixe, augmente aussi.

L'UIT déclare que les pays qui sont connectés dans l'économie numérique ont de meilleurs résultats. Malheureusement, elle déclare aussi que le coût de l'accès aux réseaux de télécommunication est trop élevé et peu abordable pour un grand nombre de personnes.

LE RWANDA OBTIENT SON MÉTHANE DU « LAC DE LA MORT »

REUTERS

Le Rwanda a signé un accord de 400 millions de dollars pour produire du gaz en bouteille provenant du lac Kivu. Ce lac émet des nuages de méthane qui sont si denses qu'il est appelé l'un des « lacs de la mort » africains.

Ce projet de Gasmeth Energy, détenue par des hommes d'affaire américains et nigérians et par des Rwandais, aspirera le gaz situé au fond du lac profond et le mettra en bouteille pour l'utiliser comme combustible. Ceci devrait alors aider à empêcher que le gaz toxique ne vienne former des bulles à la surface. Le lac Kivu est le huitième lac du monde.

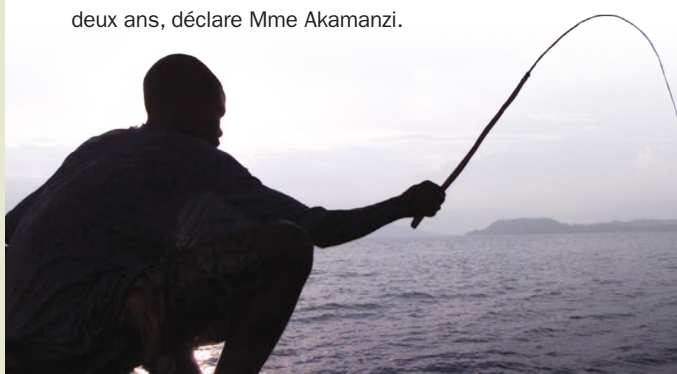
Cet accord de sept ans a été signé en février 2019. Le Rwanda possède déjà deux sociétés qui extraient le gaz du lac Kivu pour alimenter des centrales électriques.

Clare Akamanzi, directrice générale du Bureau de développement du Rwanda, déclare que le méthane en bouteille aiderait à réduire l'utilisation locale du bois et du charbon, combustibles employés par la plupart des foyers et des usines de thé dans ce pays d'Afrique de l'Est de 12 millions de personnes. « Nous comptons avoir du gaz écologique à un prix abordable », déclare-t-elle.

Les eaux profondes du lac Kivu, qui est situé dans la région volcanique à la frontière entre le Rwanda et la République démocratique du Congo, émettent des nuages très denses de méthane. Les scientifiques craignent qu'ils fassent éruption et tuent les riverains.

Des éruptions dans des lacs émetteurs de méthane beaucoup plus petits au Cameroun, l'un ayant dégagé un nuage toxique et un autre ayant déclenché une explosion, ont tué près de 1.800 personnes. Les rives du lac Kivu ont une densité de population beaucoup plus élevée.

Gasmeth Energy déclare qu'elle financera, construira et maintiendra une usine d'extraction, de traitement et de compression de gaz pour vendre le méthane dans le pays et à l'étranger. Les bouteilles de gaz devraient commencer à être vendues dans moins de deux ans, déclare Mme Akamanzi.



La Gambie RENFORCE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

THE ASSOCIATED PRESS

Les journalistes de la Gambie ont créé un organisme autorégulateur qui, espèrent-ils, offrira une légitimité et davantage de liberté aux médias qui ont émergé de la dictature ayant gouverné ce petit pays d'Afrique de l'Ouest pendant plus de 20 ans.

Pendant le régime de 22 ans de l'ex-président Yahya Jammeh, les journalistes étaient régulièrement enlevés, torturés et tués. Après sa fuite en exil début 2017, à la suite d'une défaite électorale surprenante, le gouvernement a promis de nouvelles libertés. Toutefois, les lois obsolètes contre la sédition sont toujours en vigueur et le public est exhorté à porter plainte contre les journalistes devant le nouveau Conseil des médias de la Gambie au lieu des tribunaux.

Il est nécessaire de promouvoir des normes professionnelles plus élevées, déclare Saikou Jammeh, secrétaire général de la Gambia Press Union, qui supervise le nouvel organisme. (M. Jammeh n'a aucun lien de parenté avec l'ex-président.) « Nous l'avons aussi établi pour dissuader le gouvernement de toute tentative de régulation des médias, déclare-t-il. Ils ne le concernent pas, et ils ne devraient pas le concerner. »

Le nouveau conseil des médias représente une avancée importante pour la liberté de la presse, déclare-t-il.

Sous le régime précédent, de nombreux journalistes « devaient passer à un mode de survie et ils ne publiaient rien qui leur causait des problèmes », déclare M. Jammeh. « Les relations entre les médias et le public étaient caractérisées par la paranoïa et la suspicion. »

Il déclare qu'une presse libre s'est épanouie depuis la victoire électorale du président Adama Barrow en décembre 2016. De nouvelles stations de télévision se sont ouvertes et les journaux en ligne sont revenus de l'exil pour publier sans crainte les investigations et les critiques basées sur des allégations d'incompétence du gouvernement.

Sheriff Bojang Jr., président de la Gambia Press Union, parle des manchettes qui selon lui auraient été « suicidaires à l'époque du [président] Jammeh », mais il dit que l'on peut constater le plus grand changement dans les talk-shows de la radio, « où les gens se plaignent quotidiennement contre le régime actuel ».

IMAGE DU PASSÉ

Un voyage vers le pays de Pount

PERSONNEL D'*ADF*

Une image du temple d'Hatchepsout à Louxor (Égypte) dépeint la pharaonne en homme offrant des aliments au dieu Horus.

Les pharaons de l'Égypte ancienne étaient fascinés par un lieu éloigné appelé le Pays de Pount ou, simplement, Pount. Il était considéré comme une terre d'abondance, riche de ressources. Certains l'appelaient *Ta Nétjer* ou le Pays du dieu.

Mais c'était plus qu'un partenaire commercial. Les Égyptiens révéraient sa culture et le considérait comme leur demeure ancestrale. Sa taille et son lieu exacts ont été perdus dans la nuit des temps, mais il est presque certain qu'il se trouvait dans des régions qui font partie aujourd'hui de Djibouti, de l'Érythrée, de l'Éthiopie et de la Somalie.

La reine Hatchepsout devint pharaonne d'Égypte vers 1470 av. J.-C. à la suite d'une manœuvre politique très controversée. Considérant son sexe comme un handicap, elle ordonna pendant quelque temps qu'elle soit dépeinte comme un homme, avec une barbe et de gros muscles, sur ses statues et ses peintures.

À l'époque la route de Pount avait été perdue depuis des décennies. Hatchepsout déclara à ses sujets que les dieux lui avaient ordonné de trouver la route en envoyant une mission commerciale. L'expédition commença vers sa neuvième année de règne, lorsqu'elle envoya 5 navires, chacun de 21 mètres de long. Les 210 hommes envoyés dans ce voyage incluaient des marins et des rameurs.

Les Égyptiens remontèrent le Nil, puis après avoir démonté leurs navires, ils les portèrent sur la terre vers la Mer rouge, où ils furent réassemblés. Puisque les navires étaient intentionnellement légers, ils durent longer les côtes pendant le voyage en Mer rouge et éviter les eaux profondes dangereuses. Le voyage prit environ 23 jours, soit en moyenne 50 kilomètres par jour.

Le peuple de Pount fut étonné du courage des Égyptiens qui avaient entrepris ce voyage. Ils pensaient que leur terre était essentiellement inconnue du reste du monde. Ils étaient désireux d'acquérir les outils, les bijoux et les armes des Égyptiens.

La délégation commerciale repartit de Pount avec de grandes richesses, notamment de l'ivoire, de l'ébène, de l'or, des animaux sauvages, des défenses d'éléphant, des peaux de léopard et de l'encens. Les 31 arbres à myrrhe vivants, chacun avec ses racines dans un panier, étaient encore plus remarquables. Hatchepsout planta les arbres dans les cours de son complexe de temple funéraire, et ils y ont prospéré : c'était la première fois dans l'histoire documentée que quelqu'un avait réussi à transplanter des arbres d'une terre étrangère. Les racines de ces arbres sont toujours visibles aujourd'hui.

Le règne d'Hatchepsout fut parmi les plus prospères de l'histoire de l'Égypte et les sculptures des énormes temples commémoratifs de Deir el-Bahari montrent bien qu'elle considérait que l'expédition de Pount était l'un de ses plus grand succès.

Lorsqu'Hatchepsout est décédée au milieu de la quarantaine, son neveu Thoutmôsis III lui succéda. Il était tellement jaloux de ses succès qu'il ordonna l'élimination de presque toutes les preuves de son règne, y compris ses images de pharaon mâle sur les temples et les monuments qu'elle avait construits. C'est pourquoi les experts ne connaissaient presque rien d'elle jusqu'en 1822, lorsqu'ils apprirent à déchiffrer les hiéroglyphes sur les murs de Deir el-Bahari.

Une équipe d'archéologues découvrit ses restes momifiés en 2007 : ils sont maintenant situés dans le Musée égyptien du Caire. Ces découvertes ont permis de restaurer sa place légitime parmi les plus grands pharaons d'Égypte.

La reine Hatchepsout

INDICES

OÙ SUIS-JE ?

1. Les ruines de cette ancienne ville comprennent des obélisques, des colonnes de pierre, des tombes royales et des châteaux.
2. Ce royaume, à la croisée de l'Afrique, de l'Arabie et du monde gréco-romain, était jadis l'état le plus puissant entre la Perse et l'Empire romain d'Orient.
3. Les empereurs ont continué à être couronnés dans la ville longtemps après son déclin politique au 10ème siècle.
4. On dit qu'une église de la région contient l'Arche biblique d'alliance.

RÉPONSE L'ancienne ville d'Aksoum dans le Nord de l'Éthiopie

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) **est un magazine militaire professionnel** qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ***ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com.*** Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany

adf
AFRICA DEFENSE FORUM

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com